

LES CAHIERS 16

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | MARS 2025

CONTRE LA
MENACE
FASCISTE



FÉMINISTES,

SYNDICALISTES,

ANTIRACISTES,

UNITÉ ET ACTION !

ÉDITO :

URGENCE ANTIFASCISTE ET ANTIRACISTE, DÉVELOPPONS L'AUTONOMIE DE CLASSE



17/02/2025 Rassemblement en solidarité avec Young Struggle suite à l'attaque des fascistes

Accélération des attaques

L'arrivée de Trump au pouvoir sonne comme une ultime alerte face à la menace fasciste et à l'intensification des tensions impérialistes dans le monde. Ses premiers discours sur ses ambitions internationales rompent avec l'illusion isolationniste qui lui était prêtée. Le Groenland, le Canada et le Panama figurent parmi les premières cibles affichées des États-Unis. Quant à la bande de Gaza, Trump la considère comme un simple projet immobilier, assumant totalement une politique d'élimination de la population ou de déportation vers la Jordanie ou l'Égypte.

Trump n'est pas fou, les capitalistes américains non plus, ils sont seulement déterminés à ce que la puissance qu'ils dirigent reste la première économiquement et militairement dans une concurrence qui s'intensifie entre États et blocs d'États. La compétition n'est pas nouvelle, mais elle s'accroît et les classes dirigeantes du monde entier vont accentuer leur course à l'autoritarisme et la militarisation. Voilà pourquoi le capitalisme ne peut se passer du nationalisme, du racisme et des frontières, voilà pourquoi la circulaire Retailleau accompagnée de la suppression du droit du sol à Mayotte (et les menaces désormais de sa généralisation) ne

sont que les prémices d'un racisme d'État qui n'aura de limite que celle que notre classe pourra lui imposer par la résistance. Ces attaques des capitalistes français contre notre classe ouvrent la voie aux fascistes qui se saisissent de l'occasion et passent de plus en plus à l'action dans la rue et continuent à se rapprocher du pouvoir, avec le RN qui se prépare aux prochaines élections et augmente chaque jour son influence sur l'Assemblée Nationale et sur Macron.

A Paris, le collectif des jeunes du parc de Belleville qui occupe la Gaité Lyrique depuis le 10 décembre a été la cible de médias d'extrême droite et de Reconquête. Le 16 février dernier c'est une projection organisée par Young Struggle Paris qui est attaquée par des dizaines de fascistes dont plusieurs membres du GUD. Dans les 2 cas, les attaques ont été repoussées. Les jeunes de Belleville ont répondu par leur nombre et leur détermination et ont su organiser la solidarité autour d'eux et elles en appelant à des rassemblements. Les camarades de Young Struggle ont su réagir face au déferlement de violence et limiter les dégâts et le camarade blessé ce jour-là a tout de suite appelé à « porter l'antifascisme partout »¹

Les foyers de résistances sont multiples.

Les résistances et luttes existent et le potentiel pour faire beaucoup plus est là ! Les 800 000 personnes qui ont manifesté contre l'extrême droite à l'annonce de la dissolution, les millions de grévistes et de personnes qui ont manifesté pendant le mouvement contre le réforme des retraites, les dizaines de milliers de jeunes qui se sont révolté.e.s suite au meurtre de Nahel, les dizaines de milliers de personnes qui partout s'organisent en solidarité avec la Palestine, les collectifs de mineur.e.s isolé.e.s qui s'organisent dans plusieurs villes et se coordonnent avec les jeunes qui occupent la gaité lyrique occupée, les révoltes contre le colonialisme en Nouvelle-Calédonie ou en Guadeloupe. Notre classe a démontré à de nombreuses reprises sa détermination à se battre.

Ces mobilisations s'observent à l'échelle de ce qu'est notre classe, partout dans le monde. Aux Etats-Unis, des foyers de résistance s'organisent face aux attaques notamment contre les immigré.e.s menées par Trump. En Palestine comme au Liban, l'armée Israélienne a beau disposer des moyens illimités des Etats-Unis, elle ne parvient pas à remporter la victoire qu'elle espérait tant. En Allemagne, le sursaut antifasciste de ces derniers mois s'est concrétisé par des manifestations massives en février à l'approche des élections législatives : 350 000 personnes à Munich, 250 000 personnes à Berlin, etc. Quel que soit le résultat des élections législatives en Allemagne, la réponse passera par le développement de ce mouvement.

Nécessité d'une politique antiraciste et antifasciste

Face à ces multiples attaques, intervenir sans relâche là où nous sommes pour encourager à l'auto-organisation est essentiel. Dans nos collectifs, sur nos piquets de grève, dans nos facultés et nos quartiers, chaque foyer de résistance est un espace de combat face à l'idéologie dominante. La lutte antiraciste est nécessaire et doit affirmer que notre classe, par la solidarité, se renforce. À chaque tentative du gouvernement de nous diviser, une réponse directe de solidarité doit être apportée.

Dans le même temps, le combat antifasciste est tout aussi crucial. Les dernières élections et l'ascension du RN ont renforcé la confiance des groupes fascistes à agir. Les attaques citées précédemment sont trop courantes et ne peuvent rester sans réponse. Une réaction concrète et immédiate est nécessaire chaque fois que cela est possible et doit se combiner avec un combat antifasciste qui s'attaque directement au RN et au racisme.

Au-devant des combats contre le fascisme et le racisme d'État se trouvent les collectifs sans-papiers et mineur.e.s isolé.e.s auto-organisés. Qu'on en fasse directement partie ou non, c'est auprès de ces collectifs que nous devons nous engager pour assurer un véritable front uni d'action contre le fascisme et le racisme d'État. L'AG de la culture, qui, à Marseille, a immédiatement exprimé son soutien aux occupant.e.s de la Gaité Lyrique ainsi qu'au collectif Binkadi (collectif de jeunes mineurs non accompagnés) lors de leur expulsion de l'occupation d'une place pour l'accès au logement, est un exemple de solidarité. Son appel à s'organiser pour la manifestation du 22 mars, journée

internationale contre le racisme, l'est aussi. Par ailleurs, le nombre important de syndicats, partis (dont LFI), associations et collectifs signataires de la manifestation du 22 mars annonce une grande journée de manifestations.

Notre tâche à toutes et tous sera de faire que ces appels larges se traduisent par la mise en mouvement et l'implication du plus grand nombre dans la lutte. Cela passe par le fait de se battre activement, où que nous soyons, aux côtés des collectifs sans-papiers pour participer à la construction d'un front uni par en bas. Mais aussi, dans les territoires où l'auto-organisation des collectifs sans-papiers n'est pas encore possible, de tout faire pour rendre les conditions plus favorables.

Faire front tout de suite est notre seul moyen d'agir activement contre la bourgeoisie et les fascistes, d'éprouver l'unité de notre classe, de sentir notre force pour préparer les combats à venir.

Des échéances arrivent, préparons les !

Les occasions de se battre seront nombreuses, toute la question sera celle de la politique et des stratégies qui seront défendues dans le mouvement et à quel point toutes ces occasions seront saisies pour donner les moyens au plus grand nombre de s'organiser pour agir.

Une stratégie développée à A2C depuis longtemps est celle de l'autonomie de classe. C'est-à-dire l'idée que le pouvoir se construit à la base, dans l'action, dans la confiance dans nos propres forces, dans l'élaboration d'une stratégie commune pour gagner. Sans cet autonomie notre classe reste divisée et affaiblie face aux multiples attaques.

C'est pourquoi, et avant tout, nous devons prendre en main les luttes et les échéances à venir, qui sont autant d'occasions de renforcer l'unité de notre classe. Après le 23 novembre et la présence de Nemesis en fin de cortège lors de la manifestation contre les violences sexistes et sexuelles, s'organiser là où nous sommes pour un 8 mars antifasciste est primordial. Dans toutes les manifestations nous devons être prêts à répondre activement en mettant tout en œuvre pour les sortir de nos manifestations. La préparation du 22 mars est un objectif tout aussi important. Avec la Marche des Solidarités, aux côtés des collectifs de sans-papiers et mineur.e.s isolé.e.s, des centaines d'organisations appellent à prendre la rue partout à cette occasion pour se donner enfin les moyens de riposter. Il nous faudra saisir cette occasion pour construire dans nos lieux de travail et d'étude comme dans nos quartiers un antiracisme par en bas et un antifascisme d'action, pour ne plus reculer car il y a urgence.

A2C

1—<https://www.mediapart.fr/journal/politique/170225/il-faut-porter-l-antifascisme-partout-passe-tabac-par-l-extreme-droite-paris-paul-temoigne>



Autocollant du réseau angevin antifasciste



RETOUR- MANIFESTATION ANTIFASCISTE DANS LE 20^e

Tous les ans, dans le 20^{ème}, dans le cimetière de Charonne, durant le week-end le plus proche du 6 février, plusieurs organisations fascistes, de mouvances différentes, qui vont des nationalistes révolutionnaires (GUD), aux royalistes (action française), et au pétainisme, viennent se recueillir sur la tombe de Robert Brasillach, un écrivain et intellectuel fasciste, antisémite, formé à l'action française, collabo durant l'occupation, et fusillé le 6 février 1945. Le GUD, organisation gazeuse, elle-même connue pour son antisémitisme décomplexé et sa violence de rue (2 de ses membres ayant assassiné un homme, Aramburu, en plein Paris en 2022), est à l'initiative depuis 2023 de «recueils» d'ampleur inédite : ces 2 dernières années, quarante de leurs membres, armés, se sont rendus sur la tombe de Brasillach.

Depuis des années, les fascistes peuvent donc rendre hommage à leurs morts sans qu'une riposte antifasciste massive ne soit mise en place dans le quartier.

Le 20^{ème} est pourtant un quartier populaire, un quartier ouvrier historique de Paris, un quartier multiculturel où cohabitent des sans-papiers, des personnes queers et des personnes racisées soient des personnes qui figurent parmi les premières cibles des fachos.

Le quartier de Belleville est aussi un quartier accueillant une très forte communauté juive d'origine immigrée en provenance d'Afrique du nord et d'Europe de l'est, et a été un centre politique important pour cette communauté, qui a pesé dans le mouvement ouvrier. L'enjeu pour l'arrondissement, de refuser cette entrée aux fachos est donc important.

Les années précédentes, les seules réactions que nous connaissons ont consisté en des «rondes antifascistes», bref des mobilisations d'une vingtaine de militant-es au plus et n'ont jamais réussi à interdire le quartier aux nazis.

Si nous soutenons ces initiatives, leurs carences nous mènent à penser que l'antifascisme ne doit pas se limiter aux pratiques dites « autonomes » ou « clandestines » qui ne cherchent pas à mobiliser plus loin qu'un groupe affinitaire.

L'antifascisme doit être l'affaire de tout-es, il doit constituer un mouvement social de masse, qui puisse réunir toutes les franges de notre classe.

Car le danger fasciste progresse et est plus fort que jamais.

Nous partageons le choc de voir Donald Trump, de retour au pouvoir, organiser la déportation de milliers d'immigré-es et prévoir de transformer Guantanamo en centre de concentration pour les migrant-es. Il mène également des politiques lgbtqphobes, particulièrement violentes envers les personnes trans. Trump appelle au nettoyage ethnique de la bande de Gaza, après un an de génocide par Israël et l'intensification du colonialisme en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Nous n'oublions pas qu'Elon Musk, son bras droit et l'homme le plus riche du monde, a effectué 2 saluts nazis pendant son meeting d'investiture, et affirme soutenir économiquement l'AFD, parti néo-nazi en

Allemagne. Les partis fascistes prennent de plus en plus de poids dans les sociétés européennes. A Paris, des militants d'extrême droite viennent provoquer et agresser les jeunes mineurs isolés et leurs soutiens qui luttent courageusement depuis près de 2 mois à la gaité lyrique qui est aujourd'hui le bastion de la lutte antiraciste à Paris. A Assas et Tolbiac, des militants de la cocarde agressent des étudiants identifiés comme « progressistes ». Dimanche 16 février, une vingtaine de membres du GUD a attaqué, armée de bâtons et de couteaux, une projection antifasciste à Paris, envoyant une personne à l'hôpital. Cette exacerbation des agressions fascistes est un corollaire de la position dominante du Rassemblement National, parti fasciste dont les liens avec le GUD ne sont plus à prouver. Le gouvernement en place, à travers notamment Bruno Retailleau, prend parti pour ces fascistes et les renforce par ses politiques racistes et autoritaires.

Face à l'urgence de la situation, ne rien faire est suicidaire. Face à l'ampleur de la situation, croire pouvoir contenir le danger solo avec ses potes qui poussent de la fonte est une erreur. Il convient d'agir, maintenant et conséquemment : c'est pourquoi nous parlons donc d'organiser une riposte antifasciste massive, et par tous les moyens.

C'est la raison pour laquelle le collectif antifasciste du 20ème a décidé de s'organiser contre la venue des fascistes, et a cherché à mobiliser le plus largement possible dans le quartier. Mi-janvier a été actée l'organisation d'une manifestation déclarée, qui nous a paru être la meilleure manière d'allier confrontation directe -repousser les fascistes physiquement en profitant d'un rapport de force numérique- et travail unitaire -miser sur une réponse traditionnelle et historique du mouvement ouvrier en espérant qu'on s'en saisisse largement. Et, de fait, nous avons été nous-mêmes surpris-es de la réussite de cette campagne unitaire. Au cours de 3 semaines, ponctuées de 3 réunions d'organisation rassemblant plus d'une soixantaine de personnes, nous avons réussi à récolter plus de 30

signataires, associations, collectifs d'habitantes en lutte, syndicats, partis, nous avons aussi eu de nombreuses discussions avec les habitant-es et commerçant-es pendant nos tractages et collages, qui témoignaient d'une envie commune de repousser les fachos de nos quartiers.

Le samedi 08 février, la manifestation s'est bien déroulée, dans une ambiance familiale, musicale grâce à la présence d'une fanfare, mais déterminée et revendicative. Au pic du défilé, nous étions plus de 500 à crier notre haine des fascistes, du racisme, du RN dans les rues du 20e. Intéressé-es par les slogans, il est arrivé quelques fois que les habitant-es que nous croisons viennent d'eux-mêmes nous demander des tracts. Des travailleur-euses sont sorti-es de leur lieu de travail applaudir au passage du cortège. Il nous a été rapporté que

certain-es habitant-es, sans y participer, étaient au courant de l'objet de la manifestation, ce qui

résulte de la détermination qu'ont eu nos camarades à communiquer dans le quartier. C'est un premier pas, et peut-être qu'à la prochaine nous les gagnerons et manifesterons avec elleux.

Nous croyons que cette initiative est un succès, car elle prouve qu'en s'auto-organisant à l'échelle locale, il est possible d'organiser une riposte de poids face aux fascistes. Il convient néanmoins de faire notre auto-critique.

Si le GUD n'a pas été signalé du week-end dans le quartier, d'autres groupuscules fascistes, moins nombreux, ont rendu leurs « hommages » aux collaborationnistes, le samedi matin.

Pourquoi ne renions-nous pas notre victoire ? Ce n'est pas rien d'avoir réussi à empêcher le GUD, qui de par sa violence représente un danger sérieux pour les habitant-es de tout quartier populaire, de défilé. Quand le camp antiraciste et antifasciste est accusé à tort (bien que comme pour toutes les autres formes de racismes et de discriminations, les auto-critiques se doivent d'être menées) d'être le nouveau visage de l'antisémitisme, c'est une victoire que d'avoir réussi à restreindre les

| *L'antifascisme doit être l'affaire de tout-es*



hommages rendus à un antisémite collaborateur des nazis, par des antisémites néo-nazis.

De plus, nous l'avons dit : cette manifestation a permis et a été le produit d'un travail unitaire conséquent. Nous avons réussi à convaincre largement de la nécessité de s'opposer physiquement aux fascistes. A l'heure où une bonne partie des camarades du milieu antifasciste peine à sortir du sectarisme, à l'heure où le RN et consorts apparaissent comme des interlocuteurs respectables (et donc, on débat des idées, mais on n'affronte pas ceux qui les portent !), cette initiative, modestement -à son échelle de quartier- nous rappelle ce dont notre classe a besoin pour faire face au danger fasciste : une unité, certes, mais une unité d'action. Nous devons reconstruire une tradition antifasciste de confrontation, qui garantisse qu'aucun nazi ne soit accepté nulle part. Une tradition antifasciste unitaire, qui incite toutes les organisations syndicales et politiques, tout-es les résident-es d'un quartier, à agir ensemble face à leur plus grand danger commun.

Nous devons reconstruire une tradition antifasciste de confrontation

C'est à ce titre que nous pensons que les liens créés ce mois précédent avec les différents signataires de notre appel antifasciste, et avec l'ensemble des participant-es de la manif sont très importants. Ils peuvent permettre de construire un cadre unitaire de long terme pour lutter activement contre le fascisme dans notre arrondissement.

Parce que ces liens ne vivront pas d'eux-mêmes, et que nous devons déjà penser à élargir la lutte, nous pensons également qu'il est urgent d'avoir des occasions de discussions et de rencontres, dans nos quartiers, pour que chaque personne puisse se saisir de l'antifascisme et pour que la dynamique antifasciste du début du mois de février ne recule pas.

Le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine -toustes- ou on en crève -toustes-.

JEREMY, OGGY, EMIL, COLLECTIF ANTIFA DU 20^e

LE COLLECTIF AUTO-ORGANISÉ DES PERSONNES SANS PAPIERS DE RENNES VOIT LE JOUR !

Suite à la participation au deuxième week-end national de la Marche des Solidarités de janvier 2025, le collectif des personnes sans papier se crée : le collectif des Immigrés Abandonnés et Mineurs Isolés de Rennes !

Personne ne pourra lutter à la place des personnes sans papier, mais tout le monde devra lutter ensemble. Le week-end national organisé par la Marche des Solidarités nous a à tous remis les idées au clair sur comment continuer la lutte contre le racisme à Rennes : l'auto-organisation est vitale !

Départ collectif au WE de janvier

Il faut savoir qu'à Rennes, aucun collectif de personnes sans papiers n'existait encore. Il y a eu, ces dernières années, plusieurs collectifs qui ont émergé (collectifs des exilé-es de Rennes, les femmes exilées, le syndicat des sans papiers¹) que je ne détaillerai pas ici mais qu'il serait intéressant dans un prochain article.

Actuellement, deux gymnases sont occupés par plus de 300 personnes qui sont menacées d'expulsion à la fin de la trêve hivernale du 31 mars. L'inter-organisation de soutien aux personnes sans papiers est une des principales organisations

en lutte auprès des personnes sans papiers (elle regroupe différentes associations, collectifs, et un membre de la CGT). Elle se mobilise notamment sur le soutien matériel, l'ouverture de lieux et propose des assemblées dans les gymnases.

Je fais partie de l'assemblée Rennes Sud Mobilisée contre le racisme² (RSM) et en novembre, lors d'une assemblée au Polyblosne, lieu associatif du quartier, ce sont ces personnes qui, expulsées des parcs, sont venues et ont occupé le lieu quelques jours. Puis deux gymnases ont été ouverts (ceux actuellement) et le lien avec les militants de RSM a continué à se renforcer. Pendant notamment l'organisation de la journée du 18 décembre, Journée nationale de lutte pour les droits des personnes migrantes (banderole, départ commun, manifestation, cortèges communs).

En décembre, je suis allée à un des rassemblements devant la Gaité Lyrique organisés par les jeunes en lutte³. Je me suis dit : il faut absolument qu'un maximum de personnes les voit pour y croire, pour croire que la lutte est possible et qu'elle peut



être puissante. Les vidéos ça ne suffit pas. Je suis revenue avec des paillettes dans les yeux et une envie : faire passer le message des jeunes qui disent que l'auto-organisation n'est pas une option mais une condition pour gagner.

En janvier, un deuxième week-end national de la MDS s'organise. Lors du premier week-end national de septembre, un départ avait déjà été organisé par des militant.es de RSM. Je me suis dit : il faut absolument y retourner.

La nécessité de l'auto-organisation nous a tous convaincu

Nous sommes deux camarades d'A2C faisant partie de l'assemblée RSM à avoir organisé un départ de Rennes avec pour objectif de proposer au maximum de personnes des gymnases à venir. Grâce aux contacts existant via RSM et l'inter-orga, 7 personnes des gymnases se sont jointes à nous. Grâce à leur détermination à vouloir participer aux ateliers de cet événement, nous étions finalement 9 personnes (dont 4 femmes) à répondre présent.es à ce départ !

À la participation des différents ateliers, nous avons été impressionnés par le niveau de politisation des jeunes présent.es au week-end. Chaque prise de parole était claire sur l'état de la situation et sur comment agir : personne ne pourra lutter à la place des personnes concernées, et tout le monde devra s'y mettre. Pour s'engager dans la lutte, il faudra être convaincu qu'on peut changer les choses grâce à soi-même et collectivement.

Les 7 camarades avec qui nous sommes venu.es ont verbalisé dans le retour en voiture tout ce que ces rencontres ont permis de comprendre : la nécessité d'inverser la situation à Rennes, de s'organiser, de créer un collectif, de décider ensemble, d'imposer leur parole, leurs revendications, de prendre les devant et de casser l'immobilisme dans lequel les associations et les soutiens les maintiennent. Et que la lutte ne se fera pas séparément mais bien ensemble.

Les objectifs étaient clairs : créer un groupe WhatsApp sans nous [les trois soutiens du groupe pour organiser le départ] et organiser une rencontre entre les occupant.es des deux gymnases pour proposer la création d'un collectif auto-organisé. Comme a dit un camarade « il va falloir battre le fer tant qu'il est chaud ». Ça nous a frappé en rentrant à quel point le gymnase est invisible, isolé et que ce qu'il va falloir faire, c'est faire sortir des murs la réalité, se rendre visible et faire.... des Gaités Lyriques partout !

Le collectif se crée !

Dans les jours qui suivent notre retour, nous nous retrouvons pour faire un bilan et plein de choses sont exprimées : la force que nous ont donnée les camarades en lutte des autres villes, l'impasse dans laquelle les assos coincent les occupant.es en promettant des solutions individuelles, le paternalisme de certains soutiens et la nécessité de l'auto-organisation.

Une assemblée était proposée par l'inter-orga le dimanche suivant dans un des deux gymnases : les camarades leur ont demandé de décaler cette AG pour leur permettre de s'auto-organiser et de proposer à la place la création d'un collectif. L'assemblée organisée par et pour les occupant.es a réuni une soixantaine de personnes et a permis, d'une part, de réunir beaucoup plus de personnes concernées que les assemblées organisées par l'inter-orga, et d'autre part, d'impulser une dynamique commune (cette demande a été directement acceptée et comprise par les membres de l'inter-orga, qui, par ailleurs, sont convaincu.es de la nécessité de l'auto-organisation des premières concernées).

« Le collectif a bel et bien vu le jour. C'est une nouvelle page qui vient de s'ouvrir. Désormais ce sont nos voix qui parleront et revendiqueront nos droits avec l'appui de toutes les militantes. » nous a écrit un camarade le lendemain.

Construire, s'organiser, lutter !

Rien n'est encore gagné. Comme l'ont dit Fousseini et Mathieu dans l'article Laissez parler les jeunes⁴ : « le premier obstacle à la lutte, il est en nous ». « Si tu veux t'engager dans une lutte il faut que tu sois convaincu que tu peux la gagner et que tu sois convaincu que c'est un choix que tu as fait, un choix réel que tu as fait avant de t'y mettre, sinon tu vas juste attendre les actions de tes camarades. »

Les objectifs seront de construire largement la date du 22 mars, journée internationale contre le racisme, appel national de riposte lancé par la Marche des Solidarités. D'ici là, soutenir les camarades dans la construction de leur collectif, lutter ensemble, apporter un soutien matériel et politique, aller à la manifestation régionale Pour une Bretagne Ouverte et Solidaire, contre l'extrême droite et pour la justice sociale du dimanche 2 mars à Lorient. Tout reste à construire mais l'espoir est immense.

MATHILDA DEMARBRE (RENNES)

HAFIZ MOUSSA, CIAMIR (RELECTURE)

1-<https://www.autonomiedeclasser.org/antiracisme/la-lutte-contre-les-frontieres-et-la-creation-dun-syndicat-de-travailleur%2c%2b7ses-sans-papiers-a-rennes/>

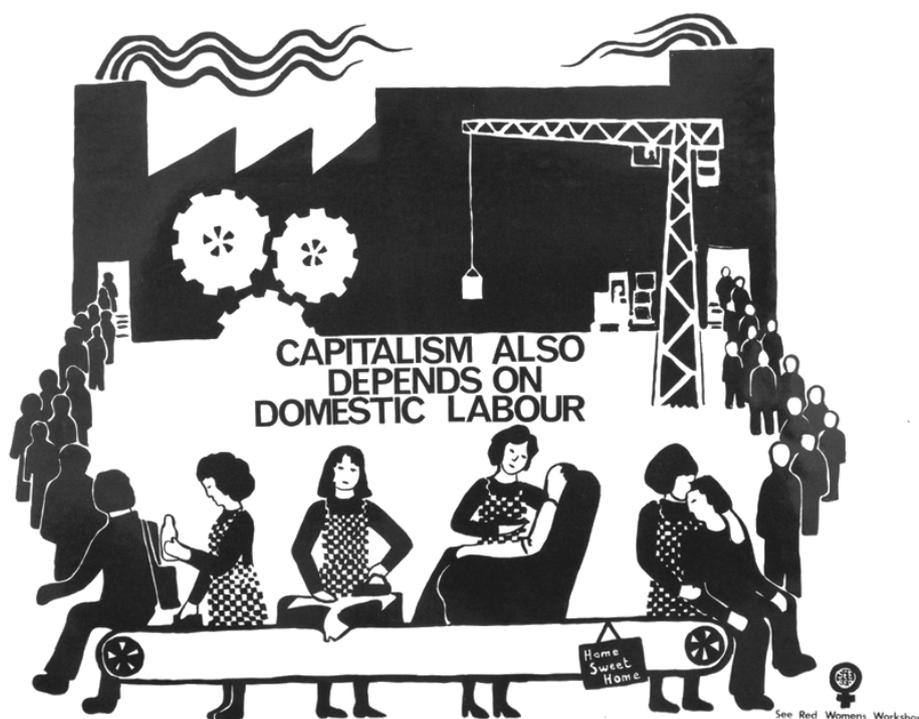
2-<https://www.autonomiedeclasser.org/antifascisme/un-quartier-contre-le-fascisme-rennes-sud/>

3-<https://www.autonomiedeclasser.org/retours-militants/la-rafle-des-jeunes-du-parc-de-belleville/>

4-<https://www.autonomiedeclasser.org/antiracisme/laissez-parler-les-jeunes/>

5- CIAMIR : Collectif des Immigrés Abandonnés et Mineurs Isolés

DOIT-ON ABOLIR LA FAMILLE ?



Serigraphie du See Red Women's Workshop

Depuis quelques années, dans les milieux queers et féministes, on voit se multiplier les appels à faire famille autrement, à se « défaire » d'une définition étriquée de la famille (un papa, une maman, des enfants). Dans le même temps, dans certains milieux de la gauche révolutionnaire, on peut parfois entendre que la famille se situe hors de la sphère de la production capitaliste, et ce n'est donc pas sur ce terrain que se joue la lutte contre l'exploitation et pour la révolution. C'est pour nourrir ces débats que l'idée de cet article est apparue. Doit-on abolir la famille, en tant que révolutionnaires ? Qu'est-ce que cela voudrait dire ?

La « famille », une construction sociale et historique

Quand on réfléchit à la famille, plein d'idées peuvent nous traverser. Pour certain-es, la famille représente un endroit où se reposer des contraintes de la sphère du travail, un espace de solidarité, nécessaire face à la violence du monde extérieur. Pour d'autres, la famille est un lieu où le poids de la norme écrase, voire le lieu de grandes violences. Parfois, la famille peut représenter les deux en même temps.

La famille, une forme d'organisation sociale naturelle ?

Dans les idées qui sont dominantes dans la société, la famille serait une réalité biologique, qui a toujours existé dans l'histoire : un homme et une femme formant un couple, et des enfants. Cette idée est d'ailleurs à la base de la rhétorique utilisée par les mouvements anti-LGBT, comme la

Manif pour tous. Un autre exemple de définition majoritaire est celle utilisée par le droit : forment une famille ceux qui sont lié-es par des liens d'alliance ou de filiation.

Mais la famille telle qu'on la connaît aujourd'hui n'a pas toujours existé. Par exemple, au Paléolithique supérieur, les enfants naissaient et pouvaient par la suite être élevé-es par différents membres du groupe, et pas uniquement par ses géniteur-ices. La société n'était pas organisée autour d'unités construites à partir d'un couple et de ses enfants¹.

L'évolution de la famille est liée à l'évolution des modes de production

Selon les analyses du matérialisme historique, l'évolution et l'organisation des sociétés peut être expliquée par l'évolution de la manière dont on produit et on échange les biens, et non pas par une évolution progressive des idées qui n'auraient

pas de base matérielle, ou par une question de "nature humaine". Si on applique cette grille de lecture à la famille, cela veut dire que l'on peut l'analyser comme :

-Une forme d'organisation de la société qui n'est pas naturelle

-Et qui résulte du système de production et d'échange de biens actuels, c'est-à-dire du capitalisme.

Pour expliquer cette idée, dans plusieurs ouvrages², Marx et Engels analysent les liens entre le développement du capitalisme urbain au XIXe siècle et l'évolution des formes de famille. Ils sont les premiers à construire une analyse cohérente et intégrée du rôle de la famille sous le capitalisme.

En Europe, avant l'industrialisation, les familles paysannes pouvaient produire chez elles, la production n'était pas séparée du lieu de vie. L'industrialisation produit un déplacement massif des gens dans les villes, et différencie le lieu de la production du foyer (on produit dans des usines et non plus chez soi). Ce changement brutal dans l'organisation de la production destruit les familles paysannes, et crée une crise de la reproduction de la force de travail³.

Cette crise est corréée à l'avènement et à la consolidation de la famille bourgeoise, qui impose ses normes en termes de ce qu'est une « bonne famille ». Quelles sont ses caractéristiques ? Elle est hétérosexuelle, de taille réduite, privée, fondée sur le mariage et la monogamie.

Et ce que disent Marx et Engels, c'est que les caractéristiques de la famille bourgeoise peuvent s'expliquer par les besoins de cette classe.

Rôle et nature de la famille sous le capitalisme

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Que la famille dans le système capitaliste est une façon d'organiser la société qui répond aux besoins de la classe dominante, car elle permet la reproduction de la société en classes. Elle fournit "le mécanisme le moins cher et le plus idéologiquement acceptable de reproduction de la force de travail humaine", et elle "reproduit en son sein les rapports hiérarchiques et autoritaires nécessaires au maintien de la société de classe dans son ensemble"⁴

La famille, lieu de reproduction de la société de classes

Elle permet d'abord, pour les capitalistes, la transmission du patrimoine d'une génération à une autre. Cette transmission est rendue possible par les liens d'alliance et de filiation. Le mariage permettait aux bourgeois de s'assurer que leur capital revenait à leurs enfants légitimes (les enfants nés hors mariage ne percevaient pas l'héritage). D'où la condamnation morale et juridique violente de l'infidélité des femmes bourgeoises.

Elle permet également, et c'est central, la reproduction de la force de travail, élément qui est la

clé de voûte du système capitaliste. En effet, c'est la force de travail qui permet aux capitalistes de faire des profits. Dans ses travaux, Marx parle de la centralité de cette force de travail, mais n'explique pas vraiment comment cette force est reproduite. Des féministes marxistes comme Lise Vogel, Martha Gimenez, Johanna Brenner et, plus récemment, Susan Ferguson et David McNally, ont donc proposé une analyse qui complète les travaux de Marx : la théorie de la reproduction sociale.

Reproduire la force de travail : un travail indispensable pour le capitalisme

Cette théorie explique quels sont les mécanismes qui permettent la reproduction de la force de travail. Et, spoiler, la famille est au cœur de cette reproduction, car elle prend en charge différents types d'activités qui permettent cette reproduction :

Les activités qui régénèrent le-a travailleur-euse

en dehors du processus de production, et lui permettent de retourner travailler. Celles-ci incluent : la nourriture, un lit pour dormir, des soins psychiques et émotionnels, des loisirs, le ménage du lieu de vie, l'entretien des routes ou transports en commun qui permettent de se rendre au travail, etc.

Les activités qui maintiennent et régénèrent les non-travailleur-euses en dehors du processus de production : par exemple les enfants, qui sont des futurs travailleur-euses, ou encore des adultes qui ne sont pas impliqués dans la production capitaliste (les personnes handicapées, les personnes au chômage, les personnes âgées).

Les activités qui créent de nouvelles personnes exploitables, c'est-à-dire la naissance des enfants⁵.

Dans la plus grande partie des cas, ce sont les femmes qui exercent ce travail invisible au sein des familles des classes exploitées. En revanche, les familles bourgeoises peuvent se permettre de déléguer ce travail à d'autres personnes et notamment aux personnes les plus dominées de notre société.

Mais ce travail n'est pas reconnu comme étant un travail, et il n'est peu voire pas rémunéré. C'est donc dans l'intérêt des capitalistes de se battre contre la revalorisation des métiers du soin et de l'éducation, contre les institutions et services qui prennent en charge les tâches reproductives en dehors de la famille, car elles pourraient autrement être réalisées gratuitement au sein du foyer. Le fait que ces tâches soient réalisées gratuitement permet d'augmenter leurs profits.

La famille est une base matérielle de l'oppression des femmes

Dans tous les cas, la capacité des femmes à avoir des enfants est centrale dans la reproduction de la société de classe. Ce qui explique pourquoi les capitalistes ont intérêt à défendre les mouvements qui luttent contre les droits et l'autonomie reproductive. Comme l'écrit Lise Vogel en 1983, « chez les classes dominantes, l'oppression des femmes

La famille dans le système capitaliste est une façon d'organiser la société qui répond aux besoins de la classe dominante, car elle permet la reproduction de la société en classes
la famille est le lieu où s'exerce une majorité des violences faites aux femmes et aux enfants

puise sa source dans leur rôle de maintenance et de transmission de propriété par l'héritage ; dans les classes subordonnées, l'oppression des femmes dérive de leur implication dans le processus de renouvellement des producteurs et productrices directs, en plus de leur implication dans la production elle-même (en tant que travailleuses)⁶. Cette analyse permet de comprendre que l'oppression des femmes a une base matérielle, et que le capitalisme s'appuie sur le patriarcat pour exister.

De plus, la famille sous le capitalisme permet et favorise les violences de genre. Elle est un des terrains principaux de contrainte sexuelle à la soumission. On le sait, la famille est le lieu où s'exerce une majorité des violences faites aux femmes et aux enfants. La majorité des personnes victimes de féminicides ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint, et la probabilité qu'elle soit tuée par son conjoint augmente lorsqu'une femme cherche à fuir la relation et le domicile. La famille est également le lieu des violences sur les enfants. En France, une personne sur 10 a été victime d'inceste.

Ces violences sont rendues possibles par le caractère privé de la famille sous le capitalisme, et par le fait que la famille capitaliste est en elle-même une forme de propriété, qui maintient son existence et trouve sa cohérence grâce à la propriété. La famille est le reflet d'une société dans laquelle certaines personnes sont considérées comme des objets exploitables, et d'autres considérées comme des sujets dignes d'être considérés comme des humains. Les caractéristiques de la famille capitaliste rendent possibles et acceptables les violences de genre, et même, elles en font le terrain privilégié de ces violences.

La famille est donc un lieu central pour le capitalisme, parce qu'elle permet la reproduction de la société de classe, et par son rôle indispensable dans la production. Sa forme sous le capitalisme en fait le lieu privilégié des violences de genre, et rend ces violences invisibles et normales.

Abolir la famille ?

On l'a dit au début de l'article, les débats et discussions autour de la famille sont nombreux et font qu'on peut parfois être un peu confus-e sur ce pour quoi on lutte, et sur les stratégies à adopter. Voici quelques tentatives d'élaboration sur ces questions.

Lutter contre la "norme" de la famille ne peut pas être une fin en soi

Quelles sont les revendications autour de la famille qui sont mises en avant au sein de nos cadres de lutte⁷ ? Pêle-mêle : On veut que toutes les familles aient les mêmes droits, que les personnes qui le souhaitent aient le droit de faire des enfants si elles veulent, que certains types de familles ne soient plus stigmatisées, que les violences au sein des familles stoppent, qu'on ait le contrôle sur nos corps, qu'on soit libre d'organiser nos relations, nos sexualités et nos vies comme on le souhaite, etc.

Comme notre société est construite autour de la famille (juridiquement, entre autres), les mouvements et revendications pour l'égalité des droits sont importants. Mais lutter pour l'égalité

des droits avec comme seule perspective de mettre fin à l'inégalité juridique et à légitimer "d'autres types" de famille ne suffit pas si on veut vraiment attaquer la cause de l'inégalité. Qu'est-ce qui fait que le mariage n'était autorisé qu'entre un homme et une femme, avant le changement de loi obtenu grâce au mouvement de lutte ? Les causes idéologiques de cette inégalité sont liées aux causes matérielles. Car si la norme de la famille hétérosexuelle est si forte, c'est parce qu'elle sert les intérêts des classes dominantes (même si ce n'est pas aussi "mécanique" que ça). Si on veut abattre cette norme, il faut saisir pourquoi elle existe.

Au XIX, certain-es révolutionnaires discutaient déjà de cela : par exemple, Alexandra Kollontai, activiste et militante lors de la révolution de Russie de 1917, défendait que la lutte pour l'égalité des femmes sur le plan économique et social, et la lutte pour la réinvention des formes d'amour et de sexualité, étaient indissociables, et que comprendre leur imbrication permettait de dessiner un horizon révolutionnaire.⁸

Lutter pour la défamilialisation du soin...

La lutte contre l'exploitation qui a lieu dans la famille peut être prise sous l'angle de la lutte de la défamilialisation du soin, c'est à dire les luttes qui visent à sortir de la famille toutes les tâches qu'on lui attribue : éduquer les enfants, soigner les personnes, accompagner les personnes âgées, handicapées, etc. En ce sens, participer aux luttes qui défendent les services publics, les métiers de l'éducation, qui visent la reconnaissance des différents métiers du soin, c'est important. En effet :

Cela permet de lutter contre l'appropriation du travail gratuit des personnes qui effectuent le travail de reproduction, et de lutter contre l'aliénation qui en découle.

Cela permet également de faire en sorte que les soins que l'on reçoit ne dépendent pas (trop) de la famille dans laquelle on naît.

Pendant, comme toutes ces institutions existent sous le capitalisme, elles sont régies par les logiques de ce système : l'école sert à créer des futur-es travailleur-euses dociles, l'hôpital public est de plus en plus organisé autour de logiques de rentabilité, la protection qu'offre la Sécurité dépend de ta capacité à travailler, etc. Or, on veut organiser nos écoles, hôpitaux, et autres, en fonction des besoins des gens et non pas en fonction des intérêts des capitalistes !

... et la fin du capitalisme !

Tout cela nous amène à penser qu'on ne peut pas lutter contre la norme oppressive de la famille sans lutter contre l'exploitation, et qu'on ne peut obtenir la défamilialisation du soin et un monde de soin pour toutes sans lutter contre le système qui régit l'organisation de nos sociétés, c'est-à-dire le capitalisme. On ne peut pas non plus lutter contre l'exploitation si on occulte tout un pan de ce qui permet la création de profit (c'est-à-dire le travail reproductif). Si on veut faire sérieusement la révolution, il nous faut être au clair sur les rouages et mécanismes de l'exploitation. Ignorer cela a déjà eu des conséquences néfastes pour le mouvement. Cela a été le cas par exemple lors des révoltes qui



Alexandra Kollontai

ont embrasé l'Etat d'Oaxaca au Mexique, en 2006. Les femmes ont été une composante importante de cette lutte, elles ont pris part au mouvement en protestant contre leurs maris violents, contre l'Etat, et en collectivisant les tâches de soin, notamment en mettant en place des cantines collectives pour nourrir les personnes en lutte. Les femmes ont connu un backlash de la part de leurs maris, ce qui a participé selon l'autrice Michelle Esther O'Brien à l'échec de cette révolte. Pour elle, la famille fut un outil au service de la contre-insurrection.

Pour défaire la famille, il nous faut développer d'autres liens que ceux imposés par les classes dominantes : créons et développons des liens de camaraderie entre nous, des liens de solidarité de classe ! Ces liens nous rendent plus fort-es et sont indispensables pour nous faire gagner la lutte contre les systèmes qui nous exploitent et nous oppriment. C'est l'horizon pour une société de soin pour toutes, une société où la manière dont on organise notre vie et nos liens affectifs ne serait pas contrainte par les besoins du capitalisme, et pourrait alors devenir un simple "choix personnel".

MARIE (RENNES)

1—Cet exemple est tiré de l'article de Marie Périn (2023), Aux origines de l'oppression des femmes, Les Cahiers d'A2C #7

2—Cette partie s'appuie sur la partie 2 du livre de M.E O'Brien (2023) Abolir la famille, capitalisme et communisation du soin, éditions La Tempête, Bordeaux. Dans cette partie, elle cite : Le manifeste du parti communiste (Marx et Engels, 1848), La situation de la classe laborieuse en Angleterre (Engels, 1845), L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat (Engels, 1849)

3—Concrètement, il y avait à cette période beaucoup de mortalité infantile, les conditions de travail et de vie étaient horribles, au point que cela empêchait la reproduction des classes ouvrières. C'est d'ailleurs en partie pour lutter contre cette crise de la reproduction que les premières travailleuses sociales ont commencé à intervenir au domicile des prolétaires.

4—Citation tirée de la résolution de 1979 sur la libération des femmes du 11e congrès de la IVe internationale

5—Ce paragraphe a été construit à partir de l'article de l'historienne et militante marxiste Tithi Bhattachary (2013), What is social reproduction theory ?, Socialist Worker. Il est consultable en français sur le site d'A2C.

6—Lise Vogel (1983), Marxism and the Oppression of Women, éditions Rutgers University Press, New Brunswick, p.129

7—Je parle ici d'un point de vue des luttes féministes et LGBT+

8—Olga Bronnikova, Matthieu Renault (2024), Kollontai. défaire la famille, refaire l'amour, éditions La Fabrique, Paris, p.20.



A Wages for Housework march, 1977.

CONSTRUCTION DE LA GRÈVE DU TRAVAIL PRODUCTIF ET REPRODUCTIF : OÙ EN SOMMES NOUS ?

Lors des mobilisations du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le mot d'ordre de "grève féministe" est partagé par les organisations féministes et par les directions syndicales.

D'un côté, la coordination féministe lance l'appel 8 mars 2025 : grève féministe pour battre l'extrême droite¹. Cette coordination rassemble principalement des collectifs féministes (dont le Collectif féministes révolutionnaires, la Relève féministe, Nous Toutes, etc...). De l'autre côté, les confédérations CGT, FSU, Solidaires, ainsi que les syndicats étudiants signent l'appel 8 mars 2025 : grève féministe !². Ces deux appels sont lancés chaque année et mettent en avant l'idée d'une grève politique, l'arrêt du travail productif et du travail reproductif, même si ce dernier n'est pas explicitement nommé dans le second appel.

Cette journée est préparée par une campagne de communication sur les réseaux sociaux, et dans la rue par des tracts et des affiches. Elle est également préparée par des formations. Par exemple, la CGT propose une journée de formation confédérale sur la Grève féministe le 11 février 2025, et un stage a été proposé l'an dernier sur ce sujet par l'intersyndicale du 93.

Le vendredi 8 mars 2024, des manifestations ont eu lieu dans plus de 200 villes, et 100 000 personnes ont manifesté à Paris. L'appel de l'intersyndicale à la grève a été suivi de préavis de grève sectoriels ou locaux : dans l'Éducation, à la SNCF, à Radio France et au CHU de Bordeaux. D'autres préavis de grève ont sûrement été déposés, mais

il est difficile de les recenser car ils ne sont pas forcément rendus publics. Les grèves du travail productif semblent cependant ignorées dans le milieu féministe. Quant à la grève du travail reproductif, on dirait qu'elle est inexistante en pratique.

Quels sont les obstacles à la construction de la grève féministe ?

Même si les appels nationaux à la grève féministe sont une réelle avancée, ce mot d'ordre n'est pas toujours suivi de grèves en pratique. Ou plutôt, il est suivi d'actions qui ne sont pas des grèves ! Le samedi 25 janvier 2025, la coordination féministe avait déjà appelé à une grève féministe contre l'extrême-droite. Cette mobilisation a donné lieu à une "nuit des collages" la veille, et à des conférences, des rassemblements ou des manifestations féministes le jour-même et le lendemain. On a l'impression qu'il suffit de dire "grève" pour que celle-ci advienne. Mais en réalité, pour citer Kim, une camarade d'Autonomie de Classe "La grève féministe n'est pas automatique"³.

On pourrait imaginer qu'il n'y a pas de grève féministe possible, sans syndicats féministes. L'outil syndical est essentiel pour construire des grèves économiques sur les lieux de travail (comme par exemple pour le respect de la loi du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale), et l'enjeu est d'investir les syndicats pour construire une grève politique contre le patriarcat. Cependant, on remarque que les militant-e-s féministes s'investissent peu

dans le syndicalisme. Ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

Premièrement, par une orientation politique qui prône l'autonomie des mouvements sociaux. Ainsi, le mouvement féministe devrait être autonome des syndicats et des partis. C'est une position qui est totalement justifiée pour éviter les instrumentalisations, voire l'hostilité qu'il a pu y avoir dans l'Histoire. Mais ce ne devrait pas décourager les militant·e·s féministes de s'engager dans le syndicalisme.

Deuxièmement, la composition sociale des organisations féministes n'est pas favorable à l'engagement syndical. Les collectifs féministes accueillent toutes les femmes et minorité de genre (voire les hommes dans les organisations mixtes). S'y investissent des travailleur·euses indépendant·e·s, des auto-entrepreneuses, des étudiant·e·s, des chômeur·ses, des retraité·e·s, des mères isolées... Et en ce qui concerne les femmes salariées, elles travaillent dans des entreprises ou administrations plus petites que celles où travaillent les hommes salariés. D'où une compréhension différente du syndicalisme. Comment voir le syndicalisme autrement que comme un obstacle, lorsqu'on milite dans une AG féministe qui ne rencontre les bureaucrates syndicaux que pour déclarer des manifestations ? lorsque le collectif ou la commission femmes de telle Union Départementale ne se réunit quasiment jamais ? lorsqu'il n'y a que des hommes dans la section syndicale de son lieu de travail ?

On constate donc que le mot d'ordre de "grève féministe" ne se traduit pas par des grèves effectives, ni par un engagement syndical pour construire celles-ci.

Quelles solutions peuvent apporter les révolutionnaires ?

Le matérialisme nous aide à analyser la situation, à considérer ce qui est matériellement existant, à comprendre d'où viennent les idées, et à changer le monde. Cette démarche nous oblige à lier la théorie à la pratique en construisant une grève effective. À nous poser concrètement les questions suivantes : Comment arrêter le travail productif ? Pourquoi les femmes salariées ne sont pas massivement en grève ? Comment arrêter le travail reproductif ? En faisant contribuer les hommes ? En socialisant les moyens de reproduction ?

La première étape serait de combattre les conceptions libérales et individuelles de la lutte féministe. Par exemple, Autonomie de Classe interroge la notion de "Première·e·s concerné·e·s" lorsque cet argument empêche l'action ou la mobilisation. Cette question, en lien avec la non-mixité, est à repolitiser et à utiliser lorsque c'est nécessaire. On pourrait argumenter que tout le monde est moralement concerné·e·s par la lutte contre le sexisme, on ne peut être que choqué·e·s des féminicides, des viols, des agressions, du harcèlement... Les hommes salariés sont également matériellement concernés par cette lutte, parce que l'oppression des femmes et des minorités de genre sert de base au capitalisme. C'est ce que décrit la philosophe Silvia Federici en disant que le travail gratuit des femmes sert à reproduire la

force de travail et donc le capitalisme lui-même⁴. Nous devons convaincre que l'unité de notre classe est la condition nécessaire à l'action collective, à la lutte politique pour renverser les oppressions et l'exploitation.

L'action collective doit être basée sur la construction d'un rapport de force, par une grève effective. Cela passe nécessairement par la reconstruction du syndicalisme. D'un syndicalisme comme un espace de solidarité directe entre les travailleur·euses. Notre confiance collective se mesurera par notre niveau d'organisation. La radicalité et la créativité du mouvement féministe ne peuvent que revitaliser les pratiques syndicales. En particulier, les révolutionnaires sont les mieux placé·e·s pour construire un syndicalisme militant qui fait le lien entre toutes les luttes, et qui s'engage dans la construction de grèves politiques.

En définitive, nous devons convaincre que la grève féministe doit gagner parce qu'elle nous fera avancer dans notre combat pour l'émancipation des travailleur·euses. Nous avons la construction d'une grève politique sous nos yeux ! Nous voyons bien que c'est une tâche qui prend des années, qui nécessite le développement d'une base théorique, de mots d'ordre radicaux, et de questionnements stratégiques et tactiques. Si la grève féministe réussit, alors elle pourra gagner sur ses revendications (l'égalité salariale, des investissements massifs dans les services publics, la gratuité des transitions de genre, le droit réel à l'IVG, etc...), et elle prouvera, en pratique et à tous·tes, que notre classe est capable de gagner, qu'elle fait tourner la société et qu'elle est capable de la changer. Cet exemple concret, par sa réussite, sera d'autant plus facile à reproduire pour construire une grève politique pour gagner la régularisation de tous·tes les sans-papiers, l'arrêt d'envoi de matériel militaire à Israël, l'arrêt des violences policières, et - pourquoi pas - le pouvoir des travailleur·euses.

RAZAC (GIRONDE)

1 – <https://coordfeministe.wordpress.com/2025/02/10/8-mars-2025-greve-feministe-pour-battre-lextreme-droite/>

2 – <https://www.grevfeministe.fr/8mars2025/>

3 – Lire Kim, 2022, De la théorie à la pratique, la grève féministe n'est pas automatique, Les Cahiers d'A2C #02, en ligne sur notre site

4 – Federici, Silvia. Le capitalisme patriarcal. Paris, La Fabrique Éditions. « Hors collection », (2019)



BI, PAN, QUEER, FIER·E·S ET EN COLÈRE :

QUELLES PERSPECTIVES DE LIBÉRATION POUR LES BISEXUALITÉS ?

Depuis plusieurs années, je revendique un activisme bisexuel, celui de porter ma bisexualité haut et fort sur les réseaux sociaux et ailleurs. Étant donc facilement identifiable comme bi, il arrive que des personnes se rapprochent de moi pour me dire, souvent pour la première fois : "Je suis bi". Iels me font part de leur joie, mais aussi de leurs doutes, leurs peurs, leurs expériences difficiles ou traumatisantes. Iels me disent que personne ne les croit, que personne ne les voit. J'ai envie à présent de proposer plus que des mots d'encouragements. Je ne veux plus seulement voir les bisexualités¹, mais comprendre pourquoi elles sont invisibles. Dans cet article, je proposerai une analyse matérialiste de l'oppression spécifique des bi+ et des perspectives de libération issues de cette analyse.

TW : LGBT+phobies, violences y compris violences sexuelles, mention de suicide

Le fameux "privilège hétéro"

Les expériences bisexuelles ne sont pas une simple addition des expériences hétéro et des expériences gay, mais bien quelque chose à part, différent. Ce potentiel d'être attiré·e par plus d'un genre, pas toujours en même temps, de la même manière ni au même degré amène des expériences de vie uniques aux bi+. Certaines sont positives : sensation de liberté, fluidité, relations romantiques ou sexuelles, communauté bi+... D'autres font partie de ce qu'on nommera l'oppression des bi+, qui est double et combinée : les bi+ subissent l'homophobie du fait de leur attirance pour le même genre, et une oppression spécifique en tant que bi+.

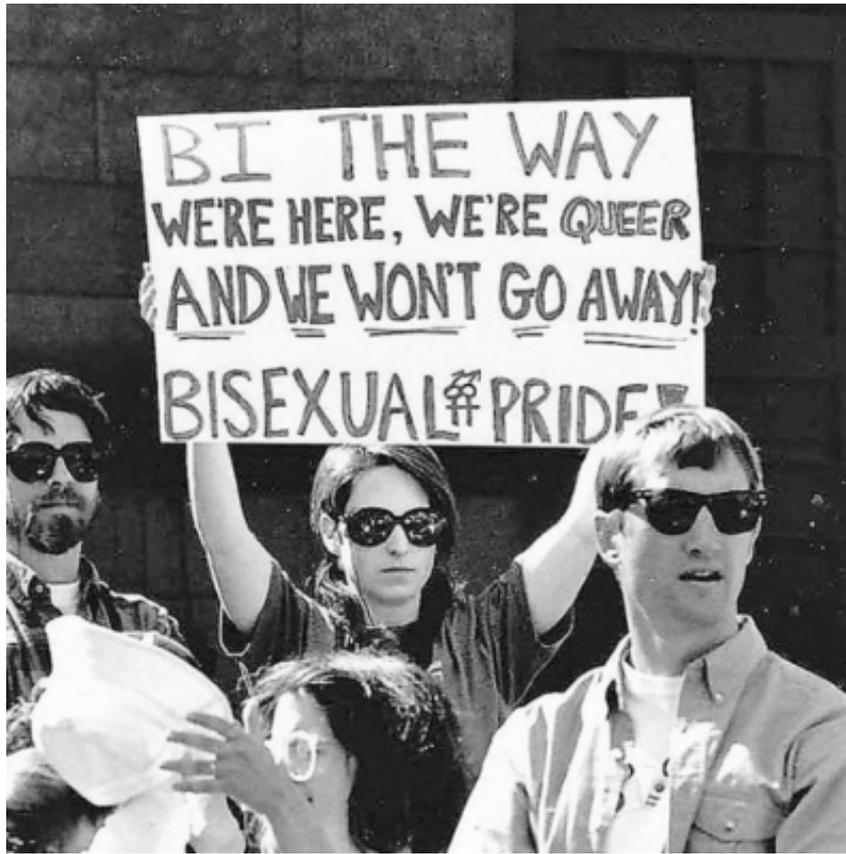
On entend souvent parler d'un "privilège hétéro", l'idée qu'une personne bi+ en couple dit "hétéro" ne serait pas exposée aux violences LGBT+phobes. La réalité est qu'à moins de faire des coming out régulièrement, les bi+ sont perçu·es soit comme hétéro, soit comme gay ou lesbiennes, selon le genre de leur partenaire. Pourquoi être constamment invalidé·e·s et invisibilisé·es équivaldrait pour les autres à être "dans le placard", et pour nous à un privilège ?

Les bi+ font aussi couramment face à des violences sexuelles, physiques ou psychologiques, perpétrées par des membres de leur famille, sur les lieux d'études ou de travail, ou par un partenaire². Ainsi, une étude US-américaine a montré que 75% des femmes bisexuelles avaient subi des violences sexuelles³. En France, les bi+ sont 6 fois plus à risque d'en avoir fait l'expérience que les hétéros (à titre de comparaison, les gay/lesbiennes sont 3 fois plus à risque que les hétéros, ce qui est déjà effarant)⁴. Les bi+ sont aussi les

plus précaires, les plus souvent au chômage, le plus souvent licencié·es⁵.

Ces expériences ont des conséquences directes sur la santé mentale des bi+, qui sont plus souvent en dépression et ont plus souvent des idées suicidaires que tous les autres groupes⁶. Une étude a aussi déterminé que les bisexuelles voient leur espérance de vie diminuer de 37% comparé aux hétérosexuelles (à titre de comparaison, l'espérance de vie des lesbiennes est diminuée de 20%)⁷.

Les bi+, tout comme les gay/lesbiennes, subissent en partie la même oppression, l'homophobie, puisque ces deux groupes sont constitués de personnes attirées par le même genre. D'ailleurs, pas besoin d'être en couple avec une personne du même genre, maintenant ni dans le passé, pour subir de l'homophobie (de la part de parents, dissimulation de l'identité, harcèlement dû à l'identification gay supposée...). Sauf qu'en parallèle de cette oppression homophobe qui se manifeste avec plus ou moins de force selon le contexte, il y a la biphobie. La biphobie se manifeste notamment par la remise en cause de l'authenticité des bisexualités ("les bi+ sont des gays/lesbiennes en transition, ou des hétéros qui expérimentent"). D'autres résument l'identité des bi+ à leur statut de couple, mettant de côté l'histoire personnelle, les mécanismes cognitifs et émotionnels, et les LGBTphobies qui ne dépendent pas du statut de couple. Enfin, les bisexualités sont associées à des comportements sexuels "déviant", comme tromper son ou sa partenaire, être incapable d'être monogame ou vouloir un plan à trois⁸. Ces stéréotypes mènent notamment à une exclusion sociale et une hyper-fétichisation des bi+. D'où ces taux effarants d'expériences traumatisantes et de détresse psychologique.



Pride Parade, Boston, Massachusetts, c. 1990. Photo courtesy of Bisexual Resource Center.

Invisibles ou invisibilisé-e-s ?

Où sont les bi+ ? Nous semblons invisibles, si on en croit les discours qui posent toujours une opposition binaire homo-hétéro, l'invisibilité des bi+ en couple monogame ou des bisexualités dans la recherche et l'activisme.

Pourtant, l'invisibilité relative des bisexualités par rapport à l'homosexualité ne peut pas être expliquée par un faible nombre de bi+. En effet chaque étude représentative qui mesure l'orientation sexuelle de la population montre qu'il y a (beaucoup) plus de bi+ que de gay/lesbiennes. La dernière en date, en 2023, montre que 1,8% de la population française se définit comme homosexuelle, et 3,1% se définit comme bi+. Parmi les 18-29 ans, on passe à 2,9% d'homosexuel-le-s et 9% de bi+⁹.

Et ces nombres sont sous-estimés, puisque beaucoup de personnes attirées par plus d'un genre se définissent comme hétéro à cause de stigma internalisé ou par méconnaissance des bisexualités¹⁰. Il s'agit donc bien d'un effacement¹¹ des bisexualités, et non d'une simple invisibilité.

Kenji Yoshino, un juriste US-américain, publia en 2000 l'article majeur "The epistemic contract of bisexual erasure"¹². Il identifie d'abord plusieurs types d'effacement des bisexualités : d'abord une invisibilisation des bisexualités en présentant l'opposition binaire homo-hétéro comme indépassable. Le second type d'effacement apparaît quand on nie à un-e bi+ cette identité, du fait du genre de son-a partenaire, par exemple. Enfin, l'association de stéréotypes négatifs aux bisexualités : en étant hyper-visibles car stigmatisées, il est plus dur de se dire bi+.

l'invisibilité relative des bisexualités par rapport à l'homosexualité ne peut pas être expliquée par un faible nombre de bi+

L'ennemi principal, l'hétéro-patriarcat

Yoshino expose dans son article les intérêts qu'ont les hétéros ("the straights") et les gay/lesbiennes ("the gays") à l'effacement des bisexualités. En cela, il parle d'un contrat social entre les deux groupes, qui semblent s'être mis d'accord sur l'idée que les bisexualités ne devraient pas exister.

Tout en reprenant une partie de ses arguments, je préfère parler des intérêts de l'hétéro-patriarcat, et de ceux du mouvement LGBT+. Cette nuance n'est pas anodine : l'analyse de Yoshino est idéaliste au sens marxiste du terme, c'est-à-dire qu'elle repose sur une séparation entre les idées et le contexte social dans lequel elles apparaissent. Ni "les hétéros" ni "les gays" ont toujours intérêt à l'effacement des bisexualités, en tout cas pas en

dehors de tout contexte économique et social.

En effet, la situation de désavantage relatif des bi+ aujourd'hui n'est pas dû à la manière dont les

autres groupes s'identifient (à titre d'exemple, mon identité bi a souvent été attaquée par des personnes qui se disaient bisexuelles ou attirées par plus d'un genre) mais plutôt à la manière dont la société est structurée. En recentrant le débat sur la responsabilité de l'hétéro-patriarcat et la complicité des mouvements LGBT+, je souhaite mettre en lumière les mécanismes qui sont à la source de l'effacement des bisexualités, dans l'objectif de construire des stratégies de libération qui s'y attaquent.

Alors pourquoi les bisexualités sont-elles effacées par les structures hétéro-patriarcales ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de comprendre les intérêts du capitalisme

dans l'hétéronormativité, c'est-à-dire dans les structures sociales qui produisent l'oppression des minorités sexuelles, par le biais de lois, de discours et médias, ou de violences¹³.

Le capitalisme a eu besoin historiquement de stabiliser l'orientation hétérosexuelle et de stigmatiser les autres identités sexuelles, notamment pour la reproduction sociale des travailleuse-eur-s : le capitalisme a besoin de personnes à exploiter ! Il est donc nécessaire que des personnes se chargent de procréer, cuisiner, éduquer les futures générations, et autres activités utiles pour que le salarié revienne au travail le lendemain et le surlendemain. Le capitalisme a plusieurs moyens d'assurer cette reproduction, notamment les hôpitaux, maisons de retraite, l'école... mais surtout la famille, comme le montre l'article de Marie. Si la famille s'est historiquement construite autour du couple hétérosexuel et de l'hétérosexualité en général, c'est surtout à cause de besoins natalistes. Pour appuyer la famille comme institution de reproduction de la force de travail naît une distinction cruciale entre l'homosexualité et l'hétérosexualité.

Dans ses contradictions, le capitalisme a créé les moyens du dépassement de ces distinctions, puisqu'il est à présent possible pour un couple homosexuel d'avoir et d'élever des enfants, et à cause de l'affranchissement relatif de la famille dans une société où l'éducation, le soin, et même la procréation peuvent être marchandisées. Cependant, ces avancées ne sont accessibles qu'aux classes les plus aisées, et leur accès s'effondre en temps de crise. Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'impact de l'idéologie hétéro-patriarcale sur les conditions de vie des minorités sexuelles et sur les avancées sociétales : les structures idéologiques s'auto-perpétuent et engendrent des violences.

Ainsi, l'effacement des bisexualités est nécessaire au fonctionnement de l'hétéro-patriarcat pour les raisons suivantes :

1- Stabilisation de l'orientation sexuelle : Si les bisexualités n'étaient pas effacées, il serait impossible de prouver l'hétéro ni l'homosexualité, puisqu'il ne serait pas suffisant d'être attirée par les personnes du genre opposé ou du même genre pour affirmer une identité. Ainsi, l'effacement des bisexualités rend les frontières nettes et binaires entre l'hétérosexualité et l'homosexualité, ce qui rend possible la création de la figure déviante de l'homosexuel. En clair, il n'a été possible de créer ces catégories que parce que la bisexualité avait été effacée.

2- Stabilisation de la primauté du genre : Dans tous les autres domaines que l'amour et le sexe, un traitement différencié entre les hommes et les femmes serait considéré comme de la discrimination. Justement, les bisexualités interrogent la pertinence du critère de genre pour ce domaine également, puisqu'elles sont les seules à ne pas considérer le genre comme variable d'intérêt, ce qui amène à questionner l'existence même de ces catégories de genre.

3- Stabilisation des normes de la monogamie : Même s'ils ne sont pas fondés, les stéréotypes attachés aux bi+ comme leur promiscuité ou polygamie, ou encore leur propension à tromper

leur partenaire, représentent une menace pour la manière dont la famille est pensée et structurée.

Ces intérêts du capitalisme se transmettent aux individus, quelle que soit leur orientation sexuelle, qui ressentent

ainsi un confort à connaître leur place dans la société - soit hétéro, soit homo - et se construisent en opposition avec l'autre groupe.

La suite de cet article est disponible sur le site d'Autonomie de Classe. J'y reviens sur la place des bi+ dans le mouvement gay et lesbien qui, parce qu'il s'est structuré autour d'un séparatisme de genre et d'identité, a limité les possibilités de luttes bi+ en son sein. Je propose ensuite des perspectives de luttes qui, en plus d'inclure les bi+, pourraient inclure toutes les personnes pour qui la lutte contre l'hétéro-patriarcat est vitale.

VIC MICHEL (STRASBOURG)

1 – "Bi+" signifie toutes les personnes attirées par deux genres et/ou plus, ce qui inclut donc les pan, queer, omni, biromantiques, en questionnement, ou même celles qui se définissent comme hétéro ou gay mais sont attirées par plus d'un genre. Le mot "bisexualité" n'a pas d'équivalent largement utilisé, je le mets donc au pluriel. Ces deux termes ont été discutés au sein du Front d'Action Bisexuel.

2 – Trachman, M. and Lejbowicz, T. (2020) 'Chapitre 10 □ Lesbiennes, gays, bisexuel-le-s et trans (LGBT) : une catégorie hétérogène, des violences spécifiques', in E. Brown et al. (eds) *Violences et rapports de genre : Enquête sur les violences de genre en France*. Paris: Ined Éditions (Grandes Enquêtes), pp. 355–390. Available at: <https://doi.org/10.4000/books.ined.14944>.

3 – Johnson, N.L. and Grove, M. (2017) 'Why Us? Toward an Understanding of Bisexual Women's Vulnerability for and Negative Consequences of Sexual Violence', *Journal of Bisexuality*, 17(4), pp. 435–450. Available at: <https://doi.org/10.1080/15299716.2017.1364201>.

4 – Nagel Vic (2024), "Not queer enough : Stigmatisation among gay, lesbian and bisexual populations, a mixed method study", accessible sur : <https://bibnum.sciencespo.fr/s/catalogue/ark:/46513/sc17momx#c=&m=&s=&cv=>

5 – Ross, L.E. et al. (2016) 'Bisexuality, poverty and mental health: A mixed methods analysis', *Social Science & Medicine*, 156, pp. 64–72. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2016.03.009>.

6 – Mongelli, F. et al. (2019) 'Minority stress and mental health among LGBT populations: an update on the evidence', *Minerva Psichiatrica*, 60(1). Available at: <https://doi.org/10.23736/S0391-1772.18.01995-7>, Nagel, opt. cit.

7 – McKetta, S. et al. (2024) 'Disparities in Mortality by Sexual Orientation in a Large, Prospective Cohort of Female Nurses', *JAMA*, 331(19), pp. 1638–1645. Available at: <https://doi.org/10.1001/jama.2024.4459>.

8 – Severine, A. (2016) *Stigmatisation envers les femmes bisexuelles : La biphobie*. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

9 – Bajos, N. et al. (2024) Premiers résultats de l'enquête CSF-2023, Recherche CSF 2023. https://presse.inserm.fr/wp-content/uploads/2024/11/rapp_CSF_web.pdf.

10 – Lejbowicz, T. (2023) 'Les bisexualités féminines : une approche par configurations sexuelles', in W. Rault and M. Trachman (eds) *Minorités de genre et de sexualité : Objectivation, catégorisations et pratiques d'enquête*. Paris: Ined Éditions (Méthodes et Savoirs), pp. 251–272. Available at: <https://doi.org/10.4000/books.ined.19486>.

11 – Traduction littérale du concept de "bisexual erasure"

12 – Yoshino, K. (2000) 'The epistemic contract of bisexual erasure.'

13 – L'article de Sheila McGregor (2018), *Social reproduction theory: back to (which) Marx?*, *International Socialist Journal* n° 160, est disponible en français sur le site d'A2C

OFFENSIVE ANTI-TRANS : COMMENT BÂTIR LA RIPOSTE ?



@riposte.antifasciste

L'offensive anti-trans en cours à l'internationale est indéniable : lois interdisant les bloqueurs de puberté votée par le Sénat en France, portée par le Labour Party au Royaume-Uni, multiplication des décrets anti-trans en quelques jours par le gouvernement Trump, criminalisation des transitions en Russie... Les personnes trans apparaissent comme l'une des franges les plus ciblées de notre classe. En tant que révolutionnaires, on se doit de bâtir une réponse à la hauteur. Si le but de cet article est stratégique, il fait des détours théoriques, pas pour le plaisir d'avoir raison, mais pour examiner sincèrement ce qui structure les vies trans, et ainsi penser des stratégies qui peuvent gagner.

Différencier le sexe biologique du genre social

Il y a une contradiction majoritaire qui anime les débats sur le genre et fait apparaître 2 pôles qui s'affrontent, le premier est progressiste et cherche à défendre les personnes trans, le second, réactionnaire, a pour but de diminuer toujours plus leurs droits, voire de les faire disparaître.

Dans la plupart des associations LGBTQI ou féministes, dans une partie de la gauche institutionnelle (celle qui considère que les conditions des personnes trans sont un sujet), mais aussi dans la majorité des milieux queers même les plus radicaux, une idée domine. « Les personnes trans sont les personnes qui vivent ou qui souhaitent vivre dans un genre différent de celui qui leur a été assigné à leur naissance. La transition de genre est un long processus qui permet à une personne de s'affirmer dans le genre auquel elle s'identifie et dans lequel elle peut s'épanouir »¹.

Cette définition met en avant le genre en le distinguant du sexe. Il y aurait donc, d'un côté,

le sexe, biologique, avec lequel chaque personne naîtrait et qui serait déterminé par ses organes génitaux. Et de l'autre côté, il y aurait le genre, qui lui serait culturel, construit par un ensemble de normes physiques et sociales.

Dans la citation au dessus, il y a aussi l'idée que la transition est un épanouissement. C'est un des fondements qui détermine aujourd'hui les existences trans : la transition serait une porte de sortie face au problème qu'est la dysphorie de genre, c'est à dire la souffrance créée par le fait de ne pas être perçu-e comme appartenant au genre auquel on se sent appartenir. Cette notion est clé, car, en France par exemple, c'est elle qui conditionne les possibilités d'accès aux moyens médicaux ou administratifs de transitionner.

À partir de cette double définition, les mouvements politiques ou associatifs revendiquent la mise en place de moyens donnés aux personnes trans pour pouvoir vivre, de la manière la plus simplifiée possible, dans le genre auquel elles veulent appartenir.

Les détracteurices de la « théorie du genre »

Il est plus difficile d'avoir une définition un peu claire qui mettrait d'accord l'ensemble du camp réactionnaire sur la question trans. Et c'est sûrement du fait de sa disparité : il va d'une prétendue gauche écologiste anti-technologique aux fascistes de Nemesis, en passant par des fondamentalistes chrétiens comme Civitas².

Mais ce sur quoi ils paraissent d'accord c'est qu'il faut combattre une prétendue théorie du genre. Que cette théorie du genre serait omniprésente dans les médias et l'éducation, instrumentalisée par un lobby transactiviste qui aurait pour but de grand remplacer notre civilisation.

Pour combattre cette menace théorique, il faudrait donc renaturaliser le genre, c'est à dire nier l'existence de la non-binarité, et considérer que ne sont hommes ou femmes que les personnes possédant l'appareil génital considéré comme masculin ou féminin.

En France, celles qui poussent le plus loin cette idée, c'est Dora Moutot et Marguerite Stern. Si elles n'ont pas bâti de réel mouvement TERF³, elles ont une grande audience médiatique, en particulier depuis la sortie de leur livre *Transmania* au printemps 2024. Elles nomment leur mouvement "femelliste" ce qui incarne cette renaturalisation du genre : ne sont femmes que les femelles, ainsi définies uniquement par leurs capacités reproductives.

La transphobie existe de manière systématique dans le capitalisme parce qu'elle a un but précis, celui de limiter aux personnes trans l'accès à leur transition.

Un clivage immense, et très violent

Derrière ces idées, des projets politiques opposés se dessinent, le premier émancipateur, le deuxième mortifère. Mais le problème c'est qu'aucune perspective libératrice ne peut émerger de ce conflit. Car, malgré la différence de nature entre ces deux camps, on peut observer une continuité théorique.

D'un côté on demande de ne plus faire prévaloir la biologie, mais d'être à l'écoute des identités de chacun.e et de laisser la multiplicité des expressions de genre exister. De l'autre, les réacs plus ou moins assumés détournent ces pensées progressistes et les désignent comme une perte des valeurs simples et essentielles à la société ; les hommes et les femmes se rassemblent pour

fonder des familles, et on ne va quand même pas remettre ça en question.

Mais pour envoyer leurs idées nauséabondes aux oubliettes, il faut faire un pas de côté, et se poser sincèrement cette question : cette séparation entre genre culturel et sexe biologique a-t-elle des effets matériels sur les personnes trans ? Si oui lesquels ?

Notre hypothèse pour répondre à cette question est celle-ci : le paradigme qui oppose identité de genre et naturalité des sexes est aussi celui dans lequel s'inscrit le régime d'oppression spécifique subi par les personnes trans qu'on va appeler transphobie⁴.

Les fonctions de la transphobie dans le capitalisme

La transphobie existe de manière systématique dans le capitalisme parce qu'elle a un but précis, celui de limiter aux personnes trans l'accès à leur transition. Les raisons de cet empêchement sont nombreuses.

La première, c'est que le capitalisme a besoin pour fonctionner de la reproduction de la classe laborieuse. Pour cela il s'imbrique avec le patriarcat qui s'organise autour d'un système de normes : l'hétérosexualité en est une, le cisgenrisme en est une

autre. Ce n'est pas tant une question idéologique que pragmatique ; le capitalisme est rationnel, et incorporer les personnes trans dans la reproduction complique les choses, elles ont en général besoin de socialiser la reproduction : PMA, conservation de gamètes...

La deuxième est encore en lien avec le besoin de rationalité dans la production des richesses. Au cours d'une transition, on peut nécessiter des interventions chirurgicales, traverser des périodes d'instabilité émotionnelle dues à la prise d'hormones... Ces événements impliquent des arrêts maladies, des carrières en pointillé, avec lesquelles le capitalisme n'a pas envie de s'encombrer.

La troisième c'est que ces deux arguments sont à la fois applicables à la production des richesses, mais aussi à celles de la possibilité de la guerre produite par les tensions impérialistes. Si le capitalisme a besoin de travailleur.euses efficaces, il lui faut aussi de bons futurs soldats.



@riposte.antifasciste



Gaëlle Matata

Les personnes trans mises sous tutelle

La France place les personnes trans dans un régime tutélaire vis-à-vis des institutions.

Une transition peut s'opérer dans un cadre médical : prise d'hormones, interventions chirurgicales, épilation laser... Mais pour pouvoir y avoir accès, il faut un accord, auparavant d'un psychiatre, maintenant d'un médecin généraliste. Les médecins s'appuient sur le DSM-5⁵ qui se base sur la dysphorie, ce qui met les personnes trans dans l'obligation de souffrir et de prouver leur souffrance pour pouvoir transitionner comme elles le souhaitent.

Administrativement, c'est le tribunal, selon le bon vouloir du juge, qui statue sur une demande de changement « de mention de sexe ». Jusqu'en 2016, il y avait besoin d'un avis psychiatrique mais aujourd'hui on demande tout de même un récit intime de la personne sur son parcours de transition et des témoignages de proches certifiant que la personne vit bien dans le genre demandé. Encore une fois, il y a un soupçon de mensonge, et la personne requérante doit prouver, selon des critères très flous juridiquement, que sa vie sociale correspond bien à sa demande.

Sans même rentrer dans les détails de la lourdeur de ces procédures, on voit bien que ces régimes assujettissent les personnes trans à des récits imposés, reposant encore une fois sur ces principes de souffrance ressentie et de genre social à prouver.

Les fonctions de la transphobie pour le fascisme

Au vu de la centralité de l'extrême-droite dans l'offensive anti-trans en cours, il paraît essentiel d'aller observer si la transphobie y prend place de la même manière ou avec une spécificité.

Si l'on regarde comment les droits des personnes trans sont traités dans les programmes ou par les gouvernements d'extrême-droite, on constate qu'ils incarnent systématiquement la forme la plus violente et extrême de la transphobie détaillée ci-dessus : limitation, interdiction voire

criminalisation des transitions, attaque contre les droits reproductifs, coupes budgétaires visant les associations LGBTQI...

Mais il y a 2 spécificités bien propres au fascisme qu'il est vital de comprendre.

La première, c'est que les fascistes portent un

projet politique d'épuration et de régénération d'une race imaginaire. Ce projet s'articule principalement autour du racisme, mais aussi de la transphobie. « En effet,

Là où le capitalisme peut parfois s'accommoder des personnes trans, le fascisme nous réserve un autre destin, celui d'une disparition totale.

l'existence même des personnes trans [...] vient mettre en péril ce qui est au fondement de leur théorie : la famille patriarcale, qui serait la garantie de la reproduction de l'idée que les fascistes se font de leur prétendue race »⁶. Là où le capitalisme peut parfois s'accommoder des personnes trans, le fascisme nous réserve un autre destin, celui d'une disparition totale.

La seconde, c'est comment il instrumentalise les existences trans dans un phénomène de panique morale. Ce qui définit le fascisme, c'est la construction d'un mouvement de masse actif et déterminé à bâtir dans la rue le rapport de force pour faire advenir son projet. Aujourd'hui, un parti fasciste comme le RN ne bénéficie pas encore de ce mouvement de masse, alors il cherche des moyens pour le construire et a bien compris que les trans, désignés comme des dangers à combattre, étaient un des moyens de le bâtir. En 2013, la Manif pour Tous a été la mobilisation réactionnaire la plus massive de ces dernières années dans la rue, rassemblant jusqu'à plus d'un million de personnes à Paris. Aujourd'hui, c'est autour des trans que les fascistes s'agitent, en tentant de mettre en place la même force d'opposition que contre le Mariage pour Tous, et tout prête à penser que, si on ne s'y oppose pas, c'est demain contre l'existence des personnes trans qu'on pourrait voir des milliers de personnes défilant dans les rues⁷.

Bâtir la riposte trans

On a donc éprouvé l'hypothèse selon laquelle la distinction genre/sexe comme elle est pensée

aujourd'hui permet des revendications émancipatrices mais qu'elle est aussi le fondement du fonctionnement de la transphobie.

L'offensive anti-trans en cours, dans les parlements, les discours et dans la rue est sans précédent. Il faut être à la hauteur et changer nos perspectives de luttes.

Être trans, un processus de sexuation

Le seul moyen que nos luttes soient conséquentes et efficaces, c'est qu'elles dénaturent le genre jusqu'au bout, contrairement à ce qu'on a vu pour l'instant.

Si on repart en arrière dans le mouvement féministe, seul le matérialisme peut nous faire gagner. Ce qui est au centre, c'est que le genre précède le sexe. Ça veut dire que, contrairement à ce qu'on a dit plus tôt, il n'y pas de sexe biologique d'un côté, ni de genre social de l'autre. Il y a un seul système, le genre, qui pour fonctionner, a besoin de créer des sexes (masculin et féminin). « Leur naturalisation est un acte idéologique de justification du patriarcat et de l'hétérosexualité »⁸.

Rien n'est naturel dans la construction des sexes, la philosophe Pauline Clohec dit que « tout individu [...] a un sexe qui est le résultat d'un processus de sexuation »⁹. C'est à dire que se sexuer est une évolution, à la fois physique et sociale. Vu de cette manière, être trans devrait être banal : une trajectoire de transsexuation, comme existent aussi les trajectoires de cissexuation ou d'intersexuation, et c'est cette banalité à laquelle on devrait pouvoir avoir droit.

Mais ce qui l'empêche, c'est la transphobie qui spécifie, marginalise, empêche ou attaque les existences trans. On peut même dire que, en vivant dans le régime de la transphobie, c'est cette oppression spécifique qui détermine matériellement le fait trans.

Quels mots d'ordre pour la libération trans ?

Si être trans, c'est voir sa vie déterminée par la transphobie, alors la seule possibilité pour être trans, c'est de s'organiser et de faire face au régime qui nous opprime.

Les personnes trans sont placées sous un régime tutélaire, c'est donc pièce par pièce qu'il faut l'abattre avec ces mots d'ordre : dépsychiatriation et dépathologisation totale de la transitude¹⁰, autodétermination administrative de chacune, accès libre et gratuit à son propre corps via les droits reproductifs (PMA, IVG...) et les transitions médicalisées (hormones, chirurgies...).

Mais, comme on l'a vu plus haut, ces revendications ne pourront jamais être appliquées sous le capitalisme qui, même dans sa forme la plus édulcorée, ne sera jamais compatible avec les existences trans. Alors on voit que sont forcément liées à l'échec, à la fois les politiques de visibilité qui demandent une meilleure intégration des trans sur le marché du travail, dans les médias, et dans la sphère culturelle, mais aussi les tentatives réformistes qui tentent le lobbying médiatique ou parlementaire. Ce n'est pas pas pureté qu'on affirme cet échec, mais par pragmatisme ; dans une société organisée pour maximiser les profits

d'une poignée de personnes et où le danger fasciste est une réelle menace, aucune émancipation des trans n'est possible.

Il n'y a pas de réponse toute faite, les luttes sont à mener et le front est à bâtir

Il faut s'y engager en tenant les deux bouts, comme on le défend dans les luttes antiracistes : affronter la transphobie dans une perspective révolutionnaire car elle est le seul moyen d'aller jusqu'au bout, tout en s'organisant face à l'urgence du danger fasciste qui nous menace de plus en plus.

Au printemps dernier, la riposte trans a été massive, multiple et sans précédent : manifestations dans des dizaines de villes, alliances entre organisations, syndicats et associations, politisation des prides suite à la dissolution et conscientisation du danger de l'extrême-droite.

Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Le projet de loi, arrivé nulle part puisque l'Assemblée était dissoute quand il devait y être voté, existe encore, les centres LGBTQI sont toujours la cible d'agressions, Louna, femme trans et militante anarchiste, a été incarcérée 3 mois dans une prison pour hommes¹¹... Et quelles résistances s'y opposent ? Elles sont existantes, mais trop faibles, et la majorité des syndicats, des organisations féministes et antifascistes font passer le sujet au second plan, brillant par leur absence dans les mobilisations trans.

Pour que cette situation change, il faut convaincre que la lutte pour les droits trans n'est pas une question de société, mais un réel enjeu féministe, révolutionnaire et antifasciste, et réaffirmer la nécessité de la solidarité.

LOU (MARSEILLE)

1 – Définition donnée par Wiki Trans <https://wikitrans.co/intro/>

2 – Pour un très bon aperçu de la galaxie transphobe, consulter la brochure « Transphobie : de la confusion au risque fasciste » https://www.lahorde.info/IMG/pdf/brochure_antiterf-1-combined.pdf

3 – TERF : trans-exclusionary radical feminist, c'est à dire des prétendues féministes qui excluent les femmes trans du féminisme

4 – Le terme de transphobie est souvent critiqué parce qu'il porte la fausse idée d'une peur, certain-es préfèrent parler de « cissexisme » pour le relier au régime du patriarcat

5 – DSM 5 : guide publié par l'Association américaine de psychiatrie qui sert de référence internationale pour le diagnostic et la classification des troubles mentaux. Jusqu'en 2013, la transidentité elle-même était classée comme une pathologie, et aujourd'hui c'est la dysphorie de genre qui est la pathologie.

6 – Lire l'article « Combattons les mouvements antitrans, combattons le fascisme » sur le site d'A2C <https://www.autonomiedeclasser.org/antifascisme/combattons-les-mouvements-antitrans-combattons-le-fascisme/>

7 – Voir Maud Royer (2024), Le Lobby Transphobe, éditions Textuel

8 – Extrait de l'article de Pauline Clohec (2019) « Du spectre du matérialisme à la possibilité de matérialismes trans », dans l'ouvrage collectif Matérialismes Trans, éditions Hystériques & AssociéEs

9 – Voir Pauline Clohec (2023) Après l'identité, éditions Hystériques & AssociéEs

10 – Transitude : terme utilisé par les courants trans matérialistes, en opposition à la « transidentité » qui ramène le fait trans à une question individualisée et ne l'observe pas structurellement.

11 – Lire le communiqué de l'Organisation de Solidarité Trans (OST) à ce sujet : <https://www.instagram.com/p/DFx6ArGNzIA/?igsh=bXhsaGE4NXMxeTJz>

DÉBAT/DISCUSSION AUTOUR DU SIONISME :

QUELLES LUTTES ANTI-SIONISTES AUJOURD'HUI ?

Le 16 décembre, à Toulouse, une rencontre a été organisée à La Chapelle, un lieu emblématique de la vie militante de la ville, entre le Comité de soutien à la Palestine et Tsedek ! collectif juif décolonial. La thématique abordée lors du débat était : « Quelles luttes anti-sionistes aujourd'hui ? ».



Le Comité de soutien à la Palestine, créé fin 2023 après les interdictions de manifestations en soutien à la résistance palestinienne, regroupe des organisations et des individus qui souhaitent organiser des actions pour la Palestine à Toulouse, telles que des manifestations, des rassemblements, des collages et des actions de boycott pour sensibiliser la population aux liens entre des entreprises locales et l'État d'apartheid d'Israël.

Tsedek ! est un collectif formé en juin 2023 par des personnes juives d'horizons variés, cherchant à créer une nouvelle maison politique juive antiraciste pour lutter contre le racisme en France et le régime d'apartheid en Israël/Palestine. Ce collectif conjugue lutte politique et dimension culturelle dans le but de se réappropriier les diverses judéités et de reconstruire les mondes dévastés par la Shoah, le colonialisme et la suprématie blanche européenne.

L'objectif de cette rencontre était d'ouvrir une discussion sur le sionisme, les formes de lutte antisioniste possibles, et d'encourager les participants à rejoindre le Comité de soutien à la Palestine ou d'autres groupes militants. Cette discussion a émergé d'un constat : une des raisons principales qui freine l'élargissement des mouvements de soutien à la Palestine est la confusion persistante entre antisémitisme et antisionisme. Bien que cette confusion soit de moins en moins efficace après les événements du 7 octobre, où un génocide a été déclenché par l'État d'Israël, elle reste un outil de manipulation. Il est crucial de continuer à dénoncer le sionisme pour ce qu'il est : un projet raciste, colonial et ethno-nationaliste.

Le déroulement de la soirée : la discussion a commencé par plusieurs questions introductives auxquelles les deux collectifs ont répondu. Voici un résumé de ces réponses.

Brève histoire du sionisme :

Le sionisme, né au XIXe siècle et théorisé par Theodor Herzl, a émergé comme une réponse bourgeoise à l'antisémitisme en Europe. La création d'un foyer juif était une réponse à l'idée partagée par les antisémites que les juifs ne pouvaient ni vivre en Europe ni s'y intégrer. Dès le départ, l'objectif était la colonisation d'une terre pour créer un État juif.

Certains affirment qu'il existe différentes formes de sionisme, de gauche, ou celui mis en place par

les réfugié-e-s de la Shoah et par le parti travailliste israélien. Mais la question essentielle reste : qu'est-ce que le sionisme pour ceux et celles qui le subissent, les Palestinien-ne-s ? Pour elleux, le sionisme est la colonisation, la dépossession, l'occupation, la Nakba, l'apartheid, et le génocide. Peu importe les justifications idéologiques du sionisme ; la réalité vécue sur le terrain est celle d'une oppression systématique des Palestinien-ne-s, le vol de leurs terres, la persécution, la ségrégation et la dépossession depuis la création de l'État juif (et même avant avec le mandat anglais).

Qu'est-ce que l'antisionisme pour vous ?

L'antisionisme est un mouvement large, qui englobe des courants religieux, laïques, marxistes, et libéraux. Il remet en question les fondements idéologiques du mouvement sioniste et de l'État d'Israël, en tant que projet colonial et raciste, prétendant garantir la sécurité des juif-ve-s du monde entier. Bien que les deux collectifs luttent contre le sionisme, leurs approches diffèrent. Pour le Comité, le but est d'organiser le plus grand nombre de personnes dans le soutien à la résistance du peuple palestinien, en organisant des réunions, manifs, collages, débats, actions de boycott, etc. Pour Tsedek !, l'objectif est de soutenir ces organisations, participer aux actions, créer des espaces de formation et discussion autour du sionisme et comment construire les arguments politiques pour le combattre. Pour les militants ayant soutenu la Palestine pendant des années, les accusations d'antisémitisme sont une tactique fréquente utilisée pour discréditer la résistance contre Israël. Ces accusations font partie d'une stratégie visant à criminaliser la critique du projet colonial israélien. Cependant, pour Tsedek !, les accusations d'antisémitisme sont absurdes. À la place, certains utilisent des arguments comme « être des juif-ve-s d'exception » ou « avoir intégré l'antisémitisme ».

Pourquoi est-il important de se revendiquer antisioniste aujourd'hui ?

Lutter contre le sionisme, c'est contester l'idéologie qui est à l'origine du problème. Le sionisme, en tant que projet colonial, est la racine du « conflit ». Revendiquer l'antisionisme, c'est réclamer la fin de la colonisation et d'un État exclusif aux juif-ve-s, qui exclut toute possibilité de vie pour

les Palestinien-ne-s simplement parce qu'ils ne sont pas juifs.

Depuis 2017, Macron mène une campagne visant à assimiler l'antisionisme à de l'antisémitisme : quels en sont les enjeux ?

L'antisémitisme, bien qu'encore présent dans la société européenne, ne doit pas être confondu avec l'antisionisme. Israël, en se revendiquant comme protecteur et seul représentant des juif-ve-s du monde, floute cette distinction et assimile toute critique à de l'antisémitisme. Pourtant, l'État d'Israël s'allie sans problème avec des politiques d'extrême droite connus pour leurs discours antisémites, tant qu'ils soutiennent Israël. Pour Israël, le problème n'est pas l'antisémitisme quand il vient de ses aliés politiques, le problème pour eux c'est l'antisionisme qui expose cela. Il est crucial de refuser systématiquement cette confusion entre antisémitisme et antisionisme.

Il est crucial de refuser systématiquement cette confusion entre antisémitisme et antisionisme.

Il y a une nouvelle loi présentée par Caroline Yadan qui vise à criminaliser l'antisionisme, notamment à travers l'utilisation de la définition de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste : pouvez-vous expliquer ?

Nous devons catégoriquement rejeter la définition de l'antisémitisme proposée par l'IHRA, qui vise assimiler toute position antisioniste à de l'antisémitisme. Cet amalgame constitue un outil au service du mouvement sioniste et de l'État d'Israël et est utilisée pour renforcer une stratégie idéologique visant à justifier le projet de colonisation israélien et à faire taire toute critique des politiques israéliennes. Le sionisme ne représente pas tous les juif-ve-s du monde. D'ailleurs, aujourd'hui, la majorité des sionistes dans le monde sont des chrétiens qui soutiennent Israël pour des raisons messianiques (et politiques). Les critiques à l'égard de l'État d'Israël, de ses politiques de ségrégation, de colonisation et d'exclusion ne doivent en aucun cas être assimilées à de l'antisémitisme. Faire cet amalgame est dangereux, car il minimise l'antisémitisme réel en le manipulant à des fins politiques. De plus, en agissant ainsi, Israël contribue à l'augmentation de l'antisémitisme, en vidant de son sens le terme et en salissant la mémoire de la Shoah pour justifier ses actes criminels au nom de la « sécurité des juif-ve-s ».

On observe l'émergence d'organisations, juives ou non, qui se disent de gauche mais qui défendent Israël : quel est votre point de vue sur ça ?

L'accusation d'antisémitisme est fréquemment utilisée pour intimider les militant-e-s. Cela se traduit par des situations où les défenseurs du génocide palestinien exigent de leurs contradicteurs qu'ils condamnent la résistance palestinienne. Ces attaques diffamatoires viennent non seulement de la droite et de l'extrême droite, mais aussi de

certaines sionistes « de gauche » plus ou moins assumés. Face à la pire tragédie vécue par les Palestinien-ne-s depuis la Nakba, une grande partie de la gauche se perd dans des débats infondés sur l'antisémitisme. Il est pourtant incontestable que l'antisémitisme est un phénomène structurel qui existe dans la société et doit être combattu. Cependant, ce n'est pas l'objectif de ces débats : ils cherchent avant tout à réduire au silence toute position antisioniste.

Prenons l'exemple des « Guerrières de la paix » : leur discours est particulièrement pernicieux, car ce n'est pas tant ce qu'elles disent, mais ce

qu'elles omettent de dire qui est problématique. Les mots « apartheid », « colonisation », « occupation militaire », « nettoyage ethnique »,

« génocide » sont systématiquement évités. À la place, elles insistent sur l'idée qu'il faudrait réunir Palestinien-ne-s et Israélien-ne-s autour d'une table de discussion. Selon elles, le problème serait une sorte d'impasse due aux « torts des deux côtés », une vision selon laquelle les « mauvaises interprétations » des deux camps créeraient un blocage. Ce faisant, elles dépolitisent la question palestinienne en invisibilisant la dynamique de pouvoir, c'est-à-dire l'existence d'un oppresseur et d'un opprimé. Comme l'a si bien dit le militant révolutionnaire palestinien Ghassan Kanafani lorsqu'on lui demanda s'il pensait qu'il serait utile de discuter avec les Israélien-ne-s : « Discuter à propos de quoi ? Ce serait la discussion entre l'épée et le cou ».

Ainsi, pendant le génocide en cours, il est évident que l'ensemble des actions de ces sionistes « de gauche » s'est résumé à attaquer les soutiens de la Palestine, plutôt que de s'attaquer à la vraie cause du problème, l'État d'Israël et le sionisme.

Un aspect particulièrement marquant de cette rencontre a été la présence en grand nombre de personnes issues du milieu queer et féministe, qui ne sont pas toujours visibles dans les manifestations pour la Palestine. Cette participation a été possible du fait de l'organisation d'un cabaret queer juste après le débat, ce qui a pu faire rencontrer deux groupes militants : féministes et queers et militant-e-s antiracistes pour la Palestine. Malgré la fatigue d'une année particulièrement difficile sur le plan politique, les participant-e-s sont ressorti-e-s de la soirée avec des outils pour lutter contre la propagande sioniste. La salle était pleine, (400 personnes) et cela nous a donné de la force.

Lors de la reprise des réunions du Comité de soutien, nous avons constaté qu'aucune nouvelle personne n'était venue suite à cet événement. Néanmoins, nous avons l'impression, avec Tsedek ! d'avoir créé un espace de discussion important et précieux, du fait de l'influence notamment des sionistes dits « de gauche » dans nos espaces de lutte. Cette dynamique est essentielle pour continuer de convaincre autour du soutien à la résistance palestinienne, et même si les résultats immédiats sont modestes, nous restons convaincu-e-s que ce genre d'événement contribue à enrichir le débat et à poser les bases de futures mobilisations.

DANI (TOULOUSE)

ISRAËL EST DÉFAIT, LE HAMAS VIT, ET LA PALESTINE VAINCRA

Israël est défait, le Hamas vit, et la Palestine vaincra. Israël a commis un génocide, on ose citer le nombre de martyrs, de personnes mutilées, de familles brisées, de prisonniers torturés, de personnes palestiniennes déplacées, affamées, persécutées, de quartiers gazouis anéantis... Mais on ne gagne pas une guerre par la simple capacité à multiplier des crimes contre l'humanité. Israël a commis un génocide mais c'est bien sa défaite qui dresse nos leviers stratégiques pour la séquence à venir. L'instabilité provoquée par la résistance palestinienne est loin de fragiliser la lutte, cette défaite israélienne est aussi un affront direct à l'ordre impérialiste mondial mené par les puissances occidentales.

Une défaite militaire pour le sionisme

Le principal objectif d'Israël depuis le début du conflit était de détruire le Hamas en vue de mettre fin à la résistance palestinienne à Gaza. Malgré une offensive militaire d'envergure et génocidaire, Israël n'a pas atteint son objectif d'éradication. La volonté du gouvernement de Netanyahu était de voir le peuple palestinien se désolidariser de la résistance incarnée à Gaza principalement par le Hamas, et ce en commettant des atrocités propres aux guerres génocidaires.

Au contraire, le Hamas a infligé une humiliation sur le terrain à Israël comme l'illustre l'incapacité de l'armée israélienne à contrôler les zones de Jabalya et Beit Lahya, malgré le déploiement de 30 000 soldats israéliens au Nord de la bande de Gaza. Au contraire le Hamas a vu ses rangs se renforcer par de nouvelles recrues tout au long de la guerre génocidaire imposée par Israël.

Netanyahu, comme son opposition, pensait nécessaire d'élargir les affrontements aux Etats arabes limitrophes. Là aussi c'est un échec de l'armée israélienne qui s'est montrée incapable d'envahir le Liban par une intervention terrestre.

Les difficultés rencontrées par l'armée israélienne sur ces deux fronts ont mis en évidence une défaite militaire stratégique, malgré une supériorité numérique et technologique. Cette incapacité à imposer une victoire totale sur le terrain renforce l'idée d'une défaite israélienne, alors que le Hamas même après plus de 15 mois de bombardements et d'attaques est toujours actif et résistant.

Libération de prisonnier•es Palestiniens et Palestiniennes

De même les images de la libération des otages prisonnier•ière israélien•nes où le peuple célèbre les combattants de la résistance, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, ou bien encore les scènes de retour des Palestiniens dans le nord de Gaza suscitent la colère du régime sioniste.

Dans le cadre des accords liés au « cessez-le-feu » des milliers d'otages ont été libérés y compris de nombreux otages dont leur peine valait perpétuité. Ces libérations symbolisent non seulement une victoire pour les Palestinien•nes, mais surtout un échec pour Israël qui, en incarcérant des milliers de Palestinien•nes, a tenté de briser la résistance.

Mobilisation internationale qui rediabolise le sionisme

La défaite d'Israël à Gaza ne peut être perçue uniquement sur le plan militaire. Elle s'accompagne aussi d'une dynamique géopolitique où la mobilisation internationale en solidarité avec le peuple Palestinien joue un rôle majeur. Cette solidarité, et l'indignation planétaire face au génocide et à la brutalité de l'occupation israélienne ont contribué à redéfinir les positions internationales sur le conflit. En effet la pression internationale, en plus de renforcer la lutte du peuple palestinien a obligé des pays à redéfinir leur position à l'égard d'Israël, à obliger les institutions internationales, outils de la bourgeoisie telles que la CPJ, CPI à délivrer des mandats d'arrêt contre Nethanyahu.

La solidarité internationale avec la Palestine devient alors un levier de pression contre les puissances impérialistes et leurs projets de domination. Il devient aussi évident que la crise du capitalisme mondial a également provoqué une réponse plus radicale des mouvements de solidarité qui remettent finalement en question le système économique mondial en place en s'attaquant directement à la colonisation et à l'apartheid israélien

Une victoire pour les Palestinien•nes ?

La trêve fragile posée par le cessez-le-feu cela ne garantit pas une victoire pour les Palestinien•nes, car de nombreux enjeux restent en suspens, en particulier les aspirations impérialistes des États-Unis et d'Israël.

Trump a proposé de transformer Gaza en une zone touristique, une sorte de Côte d'Azur du Moyen-Orient (qui par ailleurs satisferait la classe dirigeante saoudienne, émiratis etc pressée d'acquiescer des titres fonciers). Ces déclarations révèlent une approche qui ne cherche pas à résoudre la question palestinienne mais à exploiter économiquement le territoire sous contrôle israélien, en expulsant les Palestiniens, en poursuivant le nettoyage ethnique, et en maintenant une domination impérialiste.

L'objectif sous-jacent des États-Unis et d'Israël semble être de stabiliser leur influence dans la région en réorientant les dynamiques économiques mondiales. Leur stratégie impérialiste s'appuie sur la domination énergétique (pétrole, gaz, et ressources stratégiques) dans des zones clés comme Gaza, le Moyen-Orient et la Méditerranée

En parallèle, Israël continue de viser l'annexion de la Cisjordanie. Cette velléité est clairement visible dans l'expansion des colonies israéliennes et dans les actions du gouvernement israélien, soutenues par les États-Unis. L'extension de la colonisation, y compris les projets de relier certaines colonies à Jérusalem est une réalité qui s'accélère malgré le cessez-le-feu, signifiant que la situation sur le terrain pourrait rester inchangée voire s'empirer pour les Palestiniens.

Le cessez-le-feu à Gaza ne marque pas la fin des rivalités géopolitiques et économiques qui façonnent la région. Il s'agit en réalité d'une interruption stratégique au service des grands enjeux impérialistes.

Le « Grand Israël » prend une réalité avec l'annexion du Golan et la Syrie

La question de la Palestine s'inscrit dans un projet plus large de domination régionale. Israël a déjà annexé des territoires comme le Golan syrien et l'ambition de créer un « Grand Israël » semble toujours d'actualité. L'annexion de la Cisjordanie, du Golan, et de Jérusalem-Est fait partie intégrante de cette stratégie expansionniste. Ce processus, soutenu par les alliés d'Israël comme les États-Unis, vise à transformer les frontières de l'État israélien tout en renforçant son pouvoir dans la région contre l'influence croissante de la Russie et de la Chine dans le Moyen-Orient. Le cessez-le-feu ne remet pas en question cette dynamique, au contraire il permet à Israël de renforcer ses positions et d'installer des faits accomplis sur le terrain qui pourront être difficiles à renverser. Le contrôle des routes énergétiques et des zones de production stratégiques est devenu un enjeu central dans cette rivalité géopolitique.

Le cessez-le-feu à analyser sous un angle des rivalités inter-impérialistes globales

Le cessez-le-feu à Gaza s'inscrit dans un contexte plus large de rivalités inter-impérialistes globales, où la lutte pour les ressources naturelles et la domination stratégique prennent une ampleur grandissante. Les États-Unis, en soutenant Israël, cherchent à contrer l'influence croissante de la Chine notamment dans la mise en place de projets d'infrastructures dans la région via la route de la soie. Dans cette lutte, Israël revêt son rôle

d'avant-poste de l'impérialisme dans la lutte pour sécuriser les routes énergétiques et les zones de commerce stratégique. En parallèle, la Chine et la Russie se montrent de plus en plus influents dans la construction de nouvelles alliances qui remettent en question l'ordre imposé par l'Occident.

La libération de la Palestine ne pourra faire l'impasse de nouvelles révolutions arabes coordonnées

L'Égypte joue un rôle central dans la dynamique régionale, en particulier concernant la question palestinienne. Historiquement, le régime égyptien a collaboré avec Israël et les États-Unis. Depuis la mort de Nasser et l'échec du nationalisme arabe à mettre fin au sionisme, l'Égypte est devenu le relais de l'impérialisme occidental et de la politique israélienne, notamment en maintenant le statu quo dans la région, comme dans la gestion du blocus de Gaza.

Ce soutien au sionisme est renforcé par l'alliance entre l'Égypte et les puissances occidentales qui voient le régime égyptien comme un allié stratégique pour maintenir l'ordre impérialiste et la pression sur la Palestine.

Cependant, l'Égypte possède aussi un autre atout précieux, une classe ouvrière organisée, la plus importante du monde arabe, avec une longue expérience de révoltes. Bien que réprimée par le régime la classe populaire a un potentiel de résistance énorme face aux structures impérialistes. Depuis 2013, le régime de Sissi utilise une répression systématique avec plus de 100 000 prisonniers dont 60 000 prisonniers politiques. Mais cette répression pourrait radicaliser la classe ouvrière et à terme faire éclater le système autoritaire et répressif. La chute de ce régime pourrait affaiblir l'alliance israélo-américaine et revitaliser la cause palestinienne, car la mobilisation populaire en Égypte et la solidarité entre Palestiniens et Égyptiens, observée notamment lors de la révolution de 2011, pourraient jouer un rôle déterminant dans la résistance régionale.

Ce processus de révolutions arabes coordonnées aurait un impact direct sur la situation en Palestine, car l'impérialisme ne pourrait plus compter sur des alliances régionales pour maintenir son pouvoir. Les révoltes populaires arabes peuvent redéfinir les rapports de forces et offrir à la Palestine de nouvelles conditions de résistance face aux oppresseurs israéliens et impérialistes et dans ces batailles les Palestiniens dans ces pays ont un rôle central et catalyseur à jouer.

Syrie : la chute de Bachar Al-Assad n'est en rien un recul

La Syrie peut aussi occuper une place clé dans la lutte palestinienne. Le régime de la famille Al Assad a toujours instrumentalisé la question palestinienne et sa politique a toujours été motivée par ses propres intérêts, comme en témoigne la répression féroce des réfugiés Palestiniens dans le camp de Yarmouk, ou encore l'expulsion du Hamas après son refus de soutenir la répression syrienne lors de la révolution.

La chute d'Assad ne constitue donc pas un recul pour la cause palestinienne. Bien au contraire,

elle pourrait offrir aux Palestinien•nes une plus grande liberté pour organiser et étendre la résistance, elle pourrait aussi favoriser la réactivation des comités populaires et renforcer la solidarité entre les réfugiés palestiniens et d'autres franges opprimées de la population syrienne, comme les Kurdes et les Druzes.

Face au sionisme et à l'impérialisme français : la stratégie du nombre

Pour que la lutte pour la Palestine avance de manière significative, il est essentiel de créer un rapport de force par la mobilisation de masse. Le nombre de manifestants dans la rue est ce qui permettra de mettre une pression réelle sur les gouvernements complices du génocide, comme l'État français. En préparant des événements de grande envergure autour de dates stratégiques, telles que la Nakba qui marque l'exil forcé de millions de Palestinien•es en 1948 et reste un symbole puissant de la lutte contre l'occupation et le colonialisme sioniste.

Lors du salon de l'armement du Bourget, nous pourrions créer une dynamique de mobilisation qui regroupera tous les acteurs du mouvement de solidarité avec la Palestine (Stop Arming Israël, BBG, BDS etc) ainsi que les organisations de gauche (syndicales, étudiantes, féministes etc). L'objectif est de garantir que ces grandes dates ne soient pas isolées mais deviennent des moments forts qui marquent une véritable rupture avec le soutien de l'État français à Israël. Ces derniers mois en France, les manifestations n'ont pas été suffisantes pour impulser un véritable changement, il est donc urgent qu'une mobilisation de masse, avec une date clé devienne une priorité stratégique pour l'ensemble du mouvement.

Face à l'impérialisme français et en solidarité des Palestinien•nes mobilisons nos syndicats !

La France joue un rôle clé dans la dynamique géopolitique du Moyen-Orient, en tant qu'alliée d'Israël et partenaire militaire. Le soutien de l'État français à Israël, notamment par les ventes d'armes, doit être combattu et pour briser cette solidarité entre l'État français et Israël, il est nécessaire d'intensifier les campagnes de Stop Arming Israël et BDS. Cela peut notamment se réaliser en renforçant l'implication des syndicats dans cette lutte, en s'appuyant notamment sur des camarades syndicalistes qui se préoccupent de la question, et en convainquant d'autres de prendre part à la lutte.

Les syndicats doivent être impliqués activement dans cette campagne, se donner les moyens d'action massive devant des sites liés à l'industrie de l'armement ou devant les hôpitaux, dénonçant la complicité de la France dans le soutien à l'oppression israélienne, mais aussi devant les Ambassades américaines et israélienne. Cette mobilisation devrait aussi articuler la lutte contre le colonialisme israélien et l'apartheid avec des combats contre le racisme, dont l'islamophobie. La coordination de campagnes BDS avec Stop Arming Israël et des actions de solidarité permettrait de frapper plus fort et de créer un rapport

de force concret et permettant de décliner les appels à la solidarité de la part des organisations palestiniennes elles-mêmes.

La mobilisation contre l'impérialisme israélien et français doit tenir compte des dynamiques géopolitiques mondiales. Le soutien de la France à Israël ne peut être dissociée de ses intérêts impérialistes au Moyen-Orient et dans le Sahel, où la France cherche à maintenir son hégémonie militaire et économique. Face à ce soutien, la mobilisation et la solidarité avec la Palestine doivent se traduire par une stratégie de blocage global des alliances impérialistes. C'est par le nombre et l'unité des luttes sociales et politiques qu'il sera possible d'affaiblir l'impérialisme français et pousser le gouvernement français à remettre en question sa complicité avec Israël. Les syndicats, organisations, collectifs, antiracistes, féministes, étudiants etc doivent créer une solidarité forte qui menace l'ordre imposé.

Plus une manifestation sioniste, plus une apparition fasciste !

Le combat pour la libération de la Palestine devrait inclure une lutte contre toute apparition publique des partisans du sionisme et des groupes fascistes. Ces groupes doivent être confrontés à des ripostes immédiates de notre camp, et ce par le nombre et par tous les moyens jugés nécessaires. Ils ne cesseront pas d'eux-mêmes d'instrumentaliser des questions pour propager leur idéologie comme ce fut le cas lors de manifestations féministes, comme celles du 23 novembre ou 8 mars. Il est crucial de dénoncer et combattre toute tentative de récupération du discours raciste et sioniste par des éléments pro-israéliens, racistes et fascistes, de même, lors d'événements sportifs (matches de football, basket...), où la présence de groupes sionistes sera de plus en plus posée.

La question palestinienne est intrinsèquement liée aux luttes antiracistes et pour la justice sociale. La confrontation directe est bien organisée contre ces groupes à travers des actions de solidarité et des manifestations de soutien aux Palestinien•nes, constituent une réponse nécessaire pour faire reculer leur influence et leur développement.

Il est nécessaire de faire preuve de solidarité : syndicats, mouvements féministes, organisations antiracistes et de solidarité internationale doivent se regrouper pour combattre la présence des sionistes et particulièrement des fascistes, afin que cela devienne la préoccupation de toutes et tous.

En intégrant les luttes antiracistes, anticoloniales et antifascistes à la mobilisation, on peut créer un rapport de force global qui va au-delà de la simple confrontation locale contre la manifestation de sionistes, de fascistes .

Les politiques racistes à l'œuvre aujourd'hui cherchent à renforcer l'ordre en s'attaquant aux minorités et aux peuples opprimés. Pour cela, il faut coordonner une résistance globale, en organisant des actions de solidarité internationale pour renforcer partout les luttes Palestine et les fronts anti-fascistes

MERIE M (PARIS 20°)

VIOLENCES DE L'INDUSTRIE DE LA DROGUE :

FAIRE CLASSE POUR ÉVITER LES PIÈGES DÉLÉGATAIRES, SÉCURITAIRES ET RACISTES

La production et la consommation de drogue augmentent partout dans le monde. La concurrence au sein du marché mondial de la drogue est exacerbée. Sa régulation se fait, en dernier recours, par l'usage d'armes pour impressionner voire éliminer des concurrents.

Dans ce contexte, un débat a lieu parmi les associations et collectifs dont nous faisons partie à Rennes. Que faire face à ces violences qui touchent bien au-delà des seuls travailleurs de l'industrie de la drogue ? Cette situation amène à se pencher sur les raisons de ces violences, les réactions de notre classe, celles des dominants, et enfin sur des pistes pour éviter le pire.

Augmentation des cas de tirs dans nos quartiers

Après le quartier du Blossin à l'été 2023, c'est au tour de Villejean-Kennedy d'être décriée telle une « zone de non-droit ». Depuis plusieurs mois, les violences liées à la drogue ont augmenté dans nos quartiers. En janvier de cette année, des échanges de tirs ont eu lieu sur la dalle Kennedy au rythme d'une à deux fois par semaine. Entre septembre 2024 et janvier 2025 à Rennes, 5 personnes ont été tuées par arme blanche. Ces actes ne sont pas toujours le fruit des mêmes tensions, et surtout, en fonction de l'usage ou non d'armes à feu, les réactions au sein de notre classe ne sont pas les mêmes. Pour pouvoir en débattre sereinement, nous voulons essayer d'éviter les tabous et les fantasmes, comme pour l'approche d'autres questions, par exemple sur l'usage des armes dans la lutte révolutionnaire. Ce qui fait principalement peur, et qui est à l'origine de réactions plus vives, c'est l'utilisation d'armes à feu, alors qu'il n'y a pas eu de mort du fait de leur utilisation.

Les raisons des violences liées au commerce de la drogue

Pour appréhender les violences qui ont lieu dans nos quartiers et espérer vraiment qu'elles disparaissent, il est crucial de comprendre où elles prennent leurs racines. D'un point de vue global, on peut dire que l'usage de la violence existe dans tout marché, même lorsqu'un produit est licite. Elle ne s'exprime pas toujours par les armes. Par ailleurs, les guerres sont des affrontements d'intérêts capitalistes perçus comme légitimes car menés par des Etats ou des milices qui cachent mal leur volonté de gagner des marchés à l'échelle mondiale ou de rester dans la course. On peut notamment citer le cas du cobalt et du coltan dans

microprocesseurs dans la nouvelle guerre froide entre la Chine et les Etats-Unis, l'or, les armes, le pétrole... Les drogues ne font exception que par leur caractère illégal dans de nombreux pays, ce qui induit une régulation du marché par ses propres acteurs.

Quand l'ensemble du territoire est couvert par la distribution d'un produit, le marché se tend. Les politiques en termes de prix deviennent agressives, il faut vendre plus, plus vite, en coupant le produit, en alléchant les consommateurs. Il y a systématiquement une tension sur le marché mais elle ne s'exprime pas de la même manière selon les secteurs. Reprendre la main sur les débouchés d'un concurrent est finalement un objectif classique de tout patron dans le système capitaliste. Il en va de même pour le commerce de la drogue. Même si les raisons sont multiples, l'usage des armes peut être une illustration spectaculaire de la concurrence. Certains travailleurs du bas de l'échelle sont payés pour faire usage des armes à feu.

Si de plus en plus de personnes, et de plus en plus jeunes, sont amenées à travailler dans le marché des drogues, c'est avant tout du fait du capitalisme et du racisme qui empêchent une frange importante des jeunes prolétaires, en particulier Noir·es, Arabes, ou considéré·es tels, d'accéder à des emplois stables et décentement rémunérés. L'ostracisation et la misère dans lesquelles vit une grande partie de la jeunesse aujourd'hui, et notamment les jeunes noirs et arabes, pousse celles-ci à chercher un travail pour lequel il n'y a pas besoin de papiers français, de diplômes ou d'avoir un niveau de français B2. En plus d'être un marché particulièrement traversé par l'usage des armes, les conditions de travail sont très difficiles (froid, attente, stress, risque d'arrestation, de blessure, mépris d'une grande partie de la population...) et il n'y a aucune protection (pas de cotisations, donc pas de retraite ou d'arrêt maladie, pas de revenus

déclarés donc accès difficile au logement et aux droits sociaux).

Des violences surtout subies par les jeunes vendeurs...

La situation à Kennedy est aussi exemplaire de ce que sont les conditions de circulation de la drogue aujourd'hui. Les vendeurs sont en grande majorité des jeunes adultes ou des mineurs. A Rennes, la plupart des personnes qui ont usé d'armes ou en sont mortes ces derniers mois ont autour de 20 ans. La hiérarchie leur demande des missions nécessitant l'usage d'armes dont ils ne savent pas se servir, mais la pression pour la réalisation des missions est forte et la paie peut paraître intéressante si on exclut la menace de mort au travail. A Rennes en tous cas, les balles blessent leur cibles, les tuent rarement, et font également des victimes collatérales parmi les habitant-es du quartier qui n'ont rien à voir avec le trafic ou sont les familles de vendeurs. Nous pouvons aussi considérer que les personnes qui ne sont pas touchées par les balles sont également des victimes psychologiques. Bref, il n'y a pas à relativiser l'effet néfaste de l'usage d'armes. Pour autant, il nous faut comprendre d'où vient leur utilisation et admettre que dans tous les cas, c'est notre classe qui trinque pendant que les bourgeois se sentent au chaud et en sécurité dans leurs ghettos.

... dans un contexte d'augmentation de la demande et de la concurrence

Tout comme pour la vente, il peut être pertinent d'interroger l'origine de la consommation de drogue pour éviter d'en avoir une approche morale, jugeante et suffisante. Le marché de la drogue répond à une demande de plus en plus forte dans la population. Par exemple, le dernier rapport de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) a révélé qu'un

million de français-es ont consommé de la cocaïne en 2023, presque le double de l'année 2022¹. Pour l'ensemble des drogues les plus populaires, les client-es ont des profils divers. Les consommations n'ont presque aucune limite de temps ni d'espace. La consommation dans le cadre du travail se répand pour maintenir les cadences infernales voulues par le capitalisme ou contrer l'ennui de jobs inutiles². Les drogues vendues sont de plus en plus nombreuses et elles correspondent à des usages multiples, le principal restant l'usage récréatif. Dans cet article, nous avons fait le choix de nous pencher surtout sur l'aspect répressif, mais la question de la consommation et celle des addictions - car il faut bien distinguer les deux - et des dangers pour la santé du marché de la drogue, pourra faire l'objet d'un article futur³.

Des réponses de notre classe

Se retrouver dans l'espace public

Face aux situations de violences, diverses réactions d'habitant-es ont lieu, et ressemblent à ce qui s'entend et se voit dans d'autres villes, notamment à Marseille. L'une d'elles est l'appel à se rassembler dans l'espace public, justement là où des coups de feu ont été échangés. Au Blosne, en mai 2024, l'association Avenir a organisé un repas avec 200 personnes du quartier pour recréer du lien, sur la place du Banat où avaient eu lieu de longs échanges de tirs deux mois auparavant. A Kennedy en janvier 2025, c'est un collectif d'habitant-es du quartier, Kune, qui a appelé par deux fois à des rassemblements.

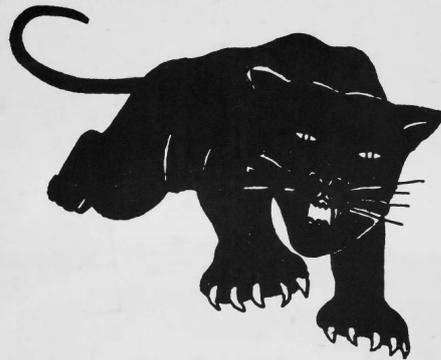
Plus de sécurité ?

Cette première réponse de notre classe, lancée à quelques mois d'intervalle dans les deux quartiers,



Dalle Kennedy, février 2025

An Attack Against One Is An Attack Against All



**The Slaughter of Black
People Must Be Stopped!
By Any Means Necessary!**

Affiche du Black Panther Party

permet la (re)création de liens, d'échanger autour des faits, de la peur, et amène rapidement le sujet de la sécurité sur la table. A Kennedy, le rassemblement avait dès le départ pour mot d'ordre la "sécurité de nos enfants" face au risque et à la peur des balles perdues notamment. En plus de se rendre visible et de rendre visible leurs inquiétudes dans l'espace public, qui est partagé par une diversité de personnes ayant différents rapports avec la vente de drogue et la violence qui lui est associée, le collectif avait aussi pour but avec ces rassemblements de réclamer à la mairie la remise en service des caméras de surveillance (détruites pendant les révoltes suite à l'assassinat de Nahel en protestation contre les violences policières) et l'augmentation des effectifs de la police de proximité (aka police municipale).

Le sentiment d'impuissance

Cette situation récente n'est pas un cas isolé et elle se reproduit partout où il y a des violences de ce type. Elle montre bien comment le sentiment d'impuissance face aux violences armées qui déchirent les quartiers favorise la délégation à l'État et la police. Même des personnes spontanément contre les réponses sécuritaires et racistes, en voyant l'ampleur de la violence, s'en remettent à l'État ou aux institutions en réclamant des mesures souvent perçues comme moins dommageables pour les populations des quartiers, comme l'augmentation des forces de police de proximité qui, comparées à des compagnies de CRS armées de mitraillettes, semblent souvent être une solution intermédiaire.

La réponse d'en haut

La réponse étatique à la situation est évidemment celle de la répression, de la violence institutionnelle. En novembre 2024, Bruno Retailleau s'est déplacé personnellement pour "rassurer les habitant·es" de Maurepas, un autre quartier de Rennes en prise avec la violence armée. A Kennedy depuis novembre, la présence policière est permanente.

Avec au début une voiture de police postée sur la dalle pour l'observer toute la journée, tout le mois de janvier, c'étaient des dizaines de camions de CRS dans le quartier, des patrouilles de flics arborant des armes chaque semaine, des fouilles d'immeubles.

La répression renforce le racisme

Dans un entretien donné à Blast⁴, Fabrice Olivet, un des cofondateurs de l'ASUD (Auto Support et prévention du VIH parmi les Usagers de Drogues) revient sur la fonction politique de la répression de la drogue, avec un exemple états-unien. Ne sachant plus comment endiguer le mouvement pour les droits civiques et le mouvement anti-guerre à la fin des années 1960 - mouvements qui allaient à l'encontre des ambitions impérialistes, le gouvernement a utilisé une tactique de contournement du problème. Après avoir pris le temps d'associer les populations noires-américaines à la consommation d'héroïne et les hippies anti-guerre à celle de cannabis dans la presse et les instruments de propagande étatique, le gouvernement de Nixon, comme le confirmera bien plus tard un de ses proches conseillers de l'époque⁵, a criminalisé ces deux consommations. Cela lui a permis de réprimer les communautés noires-américaines et pacifistes très durement, en perpétrant des arrestations arbitraires, des perquisitions, des interdictions de réunions sous prétexte de la lutte contre le trafic. L'impact a été puissant.

En France, l'État et ses institutions utilisent le prétexte de la lutte contre le trafic de drogue pour exercer une présence policière forte dans les quartiers de prolétaires et notamment racisés, pour intimider leurs habitant·es, et au final exercer un contrôle social tout en pointant du doigt « l'ennemi intérieur ». Les médias et les politicien·nes, surtout de droite et d'extrême droite, mais parfois aussi de gauche, mettent aussi les violences liées au trafic en avant, stigmatisant ainsi les quartiers populaires et leurs habitant·es.

Ce racisme s'exprime, sous couvert d'enjeu sanitaire ou de sécurité, depuis des dizaines d'années : de la qualification des vendeurs de drogue de "racailles" dont il faut "se débarrasser" par Sarkozy en 2005 à Retailleau et son néologisme des "narcoracailles" en 2025, en passant par Darmanin comparant la lutte contre le trafic à une "guerre"...

A Kennedy depuis des semaines, ce sont des fouilles au corps par dizaines, des interpellations parfois violentes, des perquisitions dans les commerces mais seulement ceux gérés par des arabes, des régiments de CRS, des fouilles d'immeubles, et de plus en plus, la présence de la Police Aux Frontières (PAF), qui arrête et enferme des personnes sans papiers français dans les CRA⁶. En plus de violenter les personnes noires et arabes, de semer la peur dans le quartier, de mettre au pas la population, ces opérations servent à nous trier en contrôlant les jeunes hommes racisés pour traquer les personnes sans-papiers.

Le lien clair entre la répression de la drogue et le racisme d'État est également visible dans les réactions médiatiques lorsque de telles opérations ont lieu. En effet, il n'est pas rare que les médias d'extrême-droite comme BFMTV et CNews s'empressent de faire des reportages dans

les quartiers et d'interroger les habitant-es sur leur sentiment d'insécurité lors de celles-ci. Ils donnent évidemment la parole à des personnes qui argumentent pour plus de police et soulignent les origines des jeunes vendeurs si cela permet de renforcer l'amalgame entre immigration et délinquance. Pour les fascistes, l'intérêt pour la sécurité des habitant-es du quartier existe simplement pour construire le "eux" et le "nous". Dans un État raciste, attiser la répression, c'est faire le jeu du racisme.

L'échec de la répression

En plus d'être un prétexte pour perpétrer des violences sociales racistes, la stratégie répressive a montré par bien des fois qu'elle reste constamment un échec pour traiter le problème de la violence liée au trafic de drogue. La présence policière accrue dans les quartiers a au contraire

généralement l'effet inverse, celui d'une escalade de la violence. Plus les dealers sont traqués sur leurs territoires, plus ils font face à une répression violente qui menace leurs revenus et leur liberté de circuler, plus la tension augmente et plus les affrontements se font fréquents et violents. Quand aux balles du trafic (qui arrivent après bien d'autres échelles de conflit comme des bastons ou l'utilisation d'armes blanches) s'ajoutent les balles de la police, la situation ne peut que dégénérer. Et nous savons tous-tes ce que fait la police quand elle intervient dans les quartiers populaires : elle tue.

En plus d'échouer à faire redescendre les tensions et la violence, les politiques répressives contre la drogue échouent à faire diminuer la consommation et les risques sanitaires qui y sont liés. Comme l'a montré notamment la prohibition aux États-Unis, ou encore la criminalisation de l'avortement, les raves party, interdire une pratique par un arsenal législatif et juridique ne signifie en rien l'éradiquer, mais seulement la rendre plus dangereuse. Comme le raconte Fabrice Olivet, en France dans les années 80, les services de santé publique ont interdit l'achat libre de seringues en pharmacie, avec pour but la diminution de l'utilisation de celles-ci pour consommer des drogues injectables. Cela a eu pour seul effet de faire exploser les cas de VIH dans les quartiers et de permettre l'avancement de l'épidémie, les consommateurs se partageant les seringues.

Pistes pour faire autrement

Que faire de nos inquiétudes ? Comment réagir sans faire appel à l'État ni à la police ?

Identifier notre camp

Il est primordial de reconsidérer les travailleur-euses de la drogue comme des membres de notre classe, qui sont obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins. Certes d'une manière qui affecte directement le quotidien ou l'espace de vie d'autres personnes. Mais il faut retrouver le lien qui nous unit en tant que classe au-delà du simple

jugement des individus qui recherchent une voie vers l'émancipation économique en dehors des sentiers classiques, par choix ou plus souvent, par obligation.

(Re)faire classe

Les deux collectifs Avenir et Kuné ont eu une bonne réaction en appelant à se réunir à l'extérieur lors de rassemblements, de discussions, de repas collectifs. Que ce soit lors de ces événements ou de manière plus intimiste, il faut inviter les vendeurs de drogue à discuter de leurs conditions de travail, de leurs galères, de leurs peurs aussi. Il faut du temps aussi pour créer de la confiance. Mais cette confiance ne viendra certainement pas si on revendique plus de police.

Tisser des réseaux de solidarité

Pour régler nos problèmes, il nous faut des espaces de dialogue dans le quartier, des institutions de notre classe, des rituels, des réflexes, des liens, des espaces où régler les problèmes entre habitant-es, créer du lien. Si la police vient et commet des violences policières : revendications claires contre le racisme, contre les fouilles intempestives, contre la présence policière permanente et le contrôle social, empêcher la police de rentrer dans les immeubles, questionner les keufs quand ils emmerdent les gens sur la dalle, etc.

Viser la fin du capitalisme

A court terme, sachant que les taux de chômage continuent d'être forts, que les discriminations structurelles racistes se perpétuent et que la machine à fabriquer des sans-papiers se renforce, disons-le directement : militer pour un meilleur accès à l'emploi stable et décentement rémunéré est une douce illusion. Autant être honnête et viser le plus raisonnable : la fin de l'exploitation, du racisme et du capitalisme.

La réponse viendra de notre classe. Comme pour le capitalisme.

JU LE MOAL ET SOLEN FEBE (RENNES)

- 1 – Voir les chiffres sur le site de l'OFDT : <https://www.ofdt.fr/>
- 2 – <https://tinyurl.com/cocaine-au-travail-2023>
- 3 – A ce propos, lire la brochure écrite par Michael Cetewayo Tabor, ancien addict et membre du Black Panther Party (1969). Lire en ligne sur <https://enquetecritique.org/projets/capitalisme-came-genocide/article/capitalisme-came-genocide-les-brochures>
- 4 – https://linkcuts.org/Blast_Drogue
- 5 – "L'équipe de campagne de Nixon en 1968, et la Maison blanche par la suite, avaient deux ennemis : la gauche pacifiste et les noirs. (...) Nous savions que nous ne pouvions pas rendre illégal le fait d'être pacifiste ou noir, mais en incitant le grand public à associer les hippies à la marijuana et les Noirs à l'héroïne, puis en criminalisant lourdement les deux produits, nous pouvions casser ces communautés. On pouvait arrêter leurs responsables, fouiller leurs maisons, briser leurs rassemblements et les diaboliser jour après jour dans les JT. Est-ce qu'on savait qu'on mentait à propos des drogues ? Bien évidemment." Source : <https://harpers.org/archive/2016/04/legalize-it-all/>
- 6 – <https://tinyurl.com/Place-nette-XXL-Nantes>



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS **LES CAHIERS D'A2C** : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant·es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministe, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.

L'AGENDA D'

WEEKENDS RÉGIONNAUX D'

Paris

au Maltais rouge (40 Rue de Malte, 75011 Paris)

14, 15, 16 MARS 2025

Marseille

à La fraternité (7 boulevard Burel 13003 Marseille)

29-30 MARS 2025

Rennes

à la Cohue (1 Pl. du Gros Chêne, 35700 Rennes)

5-6 AVRIL 2025

Au programme et en vrac :

- Trump et l'impérialisme
- La classe ouvrière du nord profite de l'exploitation de celle du sud ?
- Le RN en tension entre groupes violents et dédramatisation
- Les mouvements de masse peuvent-ils encore nous permettre de gagner ?
- Qu'est-ce que l'autonomie de classe et pourquoi construire une organisation révolutionnaire aujourd'hui ?

Infos détaillées des différents programmes à retrouver sur le site d'A2C

Si tu es intéressé·e pour rejoindre un des weekends régionaux ou le festival mais que tu n'es ni de marseille, ni de paris, ni de rennes, contacte-nous pour organiser ta venue !

FESTIVAL DES IDÉES MARXISTES

En région parisienne

Lieu à venir

28-29 JUIN 2025

Programme et infos pratiques à venir mais réserve déjà ton weekend !

SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION :
CONTACTEZ-NOUS !

 A2CGRISEUP.NET

 [A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE](https://www.facebook.com/A2C-Pour-l-Autonomie-de-classe)

 [A2C.AUTONOMIEDECLASSE](https://www.instagram.com/A2C.AUTONOMIEDECLASSE)

 AUTONOMIEDECLASSE.ORG

16

MARS 2025

EDITO

A2C, PAGES 2-3

RETOUR SUR LA MANIFESTATION ANTIFASCISTE DANS LE 20^e

JEREMY, OGGY, EMIL, COLLECTIF ANTIFA DU 20^e
(PARIS 20^e) PAGES 4-5

LE COLLECTIF AUTO-ORGANISÉ DES PERSONNES SANS PAPIERS DE RENNES VOIT LE JOUR !

MATHILDA DEMARBRE (RENNES), PAGES 6-7

DOIT-ON ABOLIR LA FAMILLE ?

MARIE (RENNES), PAGES 8-11

CONSTRUCTION DE LA GRÈVE DU TRAVAIL PRODUCTIF ET REPRODUCTIF : OÙ EN SOMMES NOUS ?

RAZAC (GIRONDE)), PAGES 12-13

BI, PAN, QUEER, FIER-E-S ET EN COLÈRE : QUELLES PERSPECTIVES DE LIBÉRATION POUR LES BISEXUALITÉS ?

VIC MICHEL (STRASBOURG), PAGES 14-16

OFFENSIVE ANTI-TRANS : COMMENT BÂTIR LA RIPOSTE ?

LOU (MARSEILLE), PAGES 17-20

DÉBAT/DISCUSSION AUTOUR DU SIONISME : QUELLES LUTTES ANTI-SIONISTES AUJOURD'HUI ?

DANI (TOULOUSE), PAGES 21-22

ISRAËL EST DÉFAIT, LE HAMAS VIT, ET LA PALESTINE VAINCRA

MERIEM (PARIS 20^e), PAGES 23-25

VIOLENCES DE L'INDUSTRIE DE LA DROGUE

JU LE MOAL ET SOLEN FEBE (RENNES),
PAGES 26-29

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 30

A2C VOUS DONNE RENDEZ-VOUS

A2C, PAGE 31

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS  A2C@RISEUP.NET  A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE  [A2C.AUTONOMIEDECLASSE](https://www.instagram.com/A2C.AUTONOMIEDECLASSE)